



ETUDE

DROM, RUP et petites économies insulaires

*Analyse comparée de 40 ans de performances de croissance
et de développement
1986-2024*

Septembre 2026

Synthèse

Cette étude examine 40 années de trajectoires économiques et sociales pour 13 territoires insulaires ou de petite taille, répartis en trois groupes : les cinq Départements et Régions d'Outre-Mer français (DROM), les trois Régions Ultrapériphériques ibériques de l'Union Européenne (EU) (Madère, Açores, Canaries), et cinq États insulaires indépendants (Maurice, Barbade, Trinité-et-Tobago, Fidji, Belize). L'étude qui couvre six indicateurs (PIB par habitant, espérance de vie, IDH, inégalités (Gini), pauvreté et chômage), analyse les dynamiques de convergence à l'œuvre et les met en perspective avec les structures institutionnelles d'appartenance.

De cette étude, il ressort que l'appartenance à l'UE favorise des indicateurs de bien-être très élevés mais génère une dépendance productive structurelle. Quant aux États insulaires qui réussissent (Maurice, Barbade), l'étude relève qu'un développement endogène robuste est possible par la diversification séquentielle et la qualité institutionnelle.

La question de la qualité du modèle de gouvernance locale le plus adéquat en mesure de penser et faire vivre une stratégie de développement reliant chaque DROM à l'ensemble européen et à son environnement régional pour générer une prospérité durable doit donc être posée.

Synthesis

This study examines 40 years of economic and social trajectories for 13 island or small territories, divided into three groups: the five French Overseas Departments and Regions (DROM), the three Iberian Ultra-Peripheral Regions of the European Union (EU) (Madeira, Azores, Canary Islands), and five independent island states (Mauritius, Barbados, Trinidad and Tobago, Fiji, Belize). Covering six indicators (GDP per capita, life expectancy, HDI, inequalities (Gini), poverty, and unemployment), the study analyzes the convergence dynamics at work and contextualizes them with the institutional structures to which these territories belong.

The study finds that EU membership favors very high well-being indicators but generates structural productive dependency. As for the successful island states (Mauritius, Barbados), the study notes that robust endogenous development is possible through sequential diversification and institutional quality.

The question of which local governance model quality is most adequate to conceive and implement a development strategy linking each DROM to the European whole and its regional environment in order to generate sustainable prosperity must therefore be raised.

Cette étude s'inscrit dans la **suite des réflexions engagées par l'UltraLab sur la différenciation territoriale des outre-mer** et notamment celle produite en 2025, qui s'essayait à une comparaison raisonnée des économies des RUP avec celle de l'Islande, économie insulaire qui présentait facialement des caractéristiques structurelles proches¹.

L'enjeu de cette étude est de poursuivre l'analyse des performances macroéconomiques des départements français d'outremer. Pour cela c'est toujours l'axe de la comparaison avec d'autres territoires des évolutions d'indicateurs socio-économiques qui est mobilisée. Cette seconde étape de ce projet est d'autant plus fondée que **l'on célèbre le 80^{ème} anniversaire de la loi ayant permis l'accès, le 19 mars 1946, des quatre vieilles colonies (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique) au statut de Département français.**

Cette analyse comparative offre un cadre inédit d'expertise de ce qu'on peut qualifier de « politique départementale de développement ». En effet, après 80 années de mise en œuvre de la départementalisation à travers les dimensions sanitaires et sociales puis économiques, il semble pertinent de s'interroger sur l'efficacité d'une telle politique développement. Dans cette perspective, de décades en décades, de rapports et études en expertises, nombreux sont les travaux qui ont apprécié les mutations de ces quatre économies insulaires constatant ici des succès matériels ou là le maintien d'écarts, notamment sur le plan sanitaire, humain ou encore sur le plan de la fragilité systémique de ces petites économies.

Le fonctionnement de ces économies n'est pas en reste. En effet, **la mobilisation des leviers de la dépense publique a continué à privilégier le soutien aux secteurs traditionnels** (d'une part les monocultures : cannes à sucre, banane et, d'autre part, les infrastructures et BTP). Mais, **depuis les années 80, ont été mis en action d'autres dispositifs publics visant soit à soutenir les productions se substituant aux importations dans plusieurs domaines**, soit de réduire les coûts de production du logement, des investissements et du travail dans la limite de critères, bonification des soutiens publics par rapport aux niveaux de références fixés dans l'hexagone et en cohérence avec les seuils érigés par la Commission européenne.

Par **l'approche originale qu'elle adopte** (croisant comparaisons factuelles et mobilisations de travaux scientifiques), en proposant un éventail élargi de territoires mis en comparaison sur une longue période et dépassant le seul cadre des DROM, **cette étude offre matière à réflexion sur le développement économique et social des DROM et entend ainsi contribuer aux choix pour demain.**

Cette contribution n'ignore pas l'existence d'autres leviers scientifiques qui pourront être ultérieurement mobilisés soit en s'appuyant par exemple sur des analyses contrefactuelles (cf. *Difference-in-Differences* DiD) ou prolongeant des investigations déjà amorcées par exemple sur des indicateurs comme l'IDH (cf. travaux du Cerdi et Goujon et al., 2012) ou les problématiques concernant les inégalités (Govind, 2020). Mais, sur la base de cette approche comparative, cette production poursuit les chantiers entrepris dans les années 90 et 2000 (Rajhi et Jean-Pierre, 1995, Jean-Pierre, 1999 ; Beine et Jean-Pierre, 2000 ; Gaulier et al.) et plus récemment par Savoye (2023a et 2023b) tout invitant à creuser d'autres sillons.

Dans cette perspective, **cinq temps structurent ce travail :**

- la définition du cadre périmètre de l'analyse
- une analyse comparée des performances mobilisant différents niveaux d'expertises
- la relation entre l'appartenance institutionnelle et les performances économiques
- une mise en lumière croisée des institutions, des dynamiques de croissance et du rôle joué par la qualité de la gouvernance
- une série de propositions analytiques pour tirer les enseignements de ces analyses

¹ Le développement insulaire : comparaison raisonnée des Antilles avec l'Islande, 15 novembre 2024.

Cadre périmètre de l'analyse : 3 modes de gouvernance

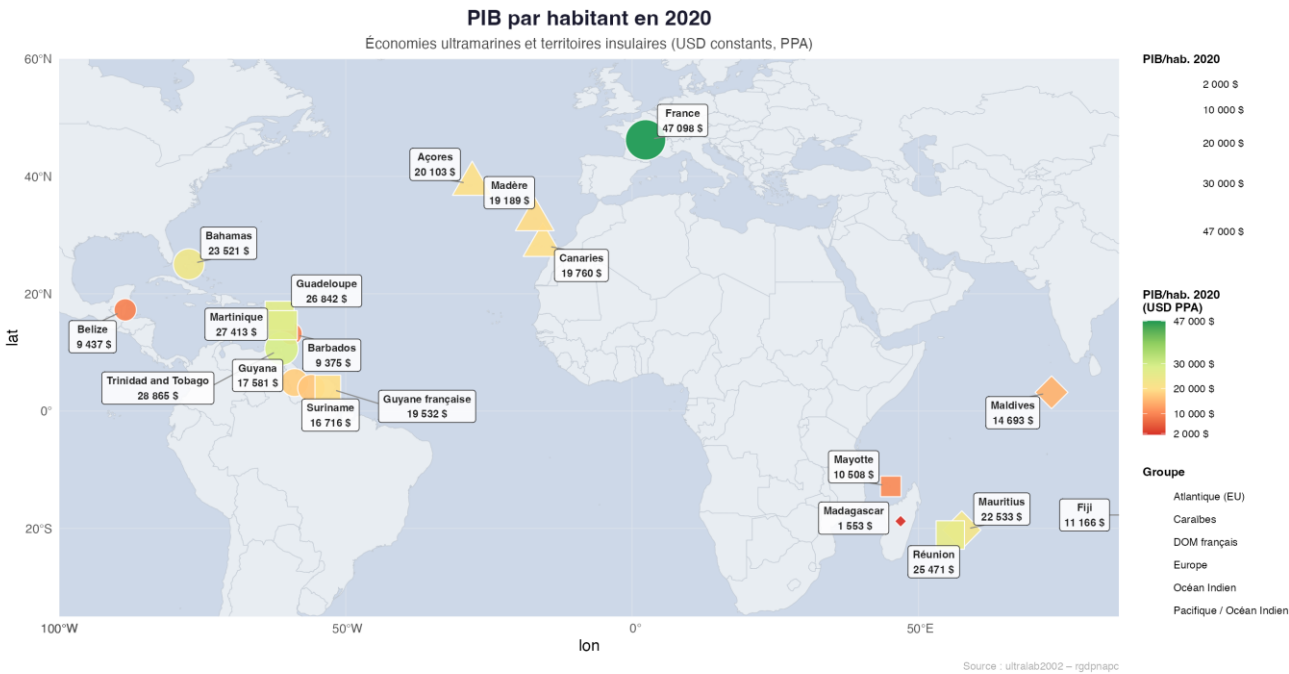
Les trois groupes étudiés

Cette étude compare trois familles d'économies insulaires ou de petite taille qui partagent certaines caractéristiques géographiques (insularité, éloignement, petite taille) mais se distinguent radicalement par leur appartenance institutionnelle et les mécanismes de développement qui en découlent.

Ces trois familles d'économies sont les suivantes :

Territoire	Groupe	PIB/hab (2022-24)	% moy. UE-27	Chômage
Martinique	DROM	28 600 €	70%	11-13%
Guadeloupe	DROM	27 300 €	66%	17-19%
La Réunion	DROM	24 943 €	64%	19%
Guyane	DROM	15 656 €	40%	14-16%
Mayotte	DROM	9 805 €	30%	34%
Madère	RUP ibérique	29 012 €	79%	~7%
Canaries	RUP ibérique	25 861 €	68%	~18%
Acores	RUP ibérique	~22 000 €	71%	~7%
Barbade	État insulaire	~17 300 USD (PPA)	--	~8%
Trinité-et-Tobago	État insulaire	~27 000 USD (PPA)	--	~4%
Maurice	État insulaire	~27 280 USD (PPA)	--	~7%
Fidji	État insulaire	~10 000 USD (PPA)	--	~5%
Belize	État insulaire	~8 500 USD (PPA)	--	~10%

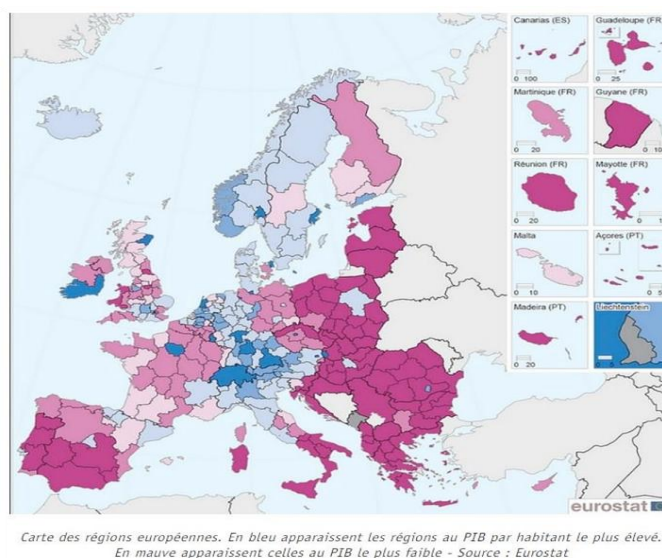
Tableau 1
Indicateurs clés des 13 territoires étudiés (dernières données disponibles, 2022-2024)



Périmètre institutionnel

Il est possible de distinguer trois groupes :

- **le groupe 1, les DROM français, qui rassemble la Martinique, la Guadeloupe, La Réunion, la Guyane et Mayotte.** Ces territoires jouissent d'une double intégration institutionnelle : régions françaises soumises au droit commun constitutionnel, et régions ultrapériphériques de l'Union européenne au sens de l'article 349 du TFUE. Ils bénéficient à ce titre des fonds structurels européens, de la politique commerciale commune, de l'euro et de la libre circulation des personnes, ainsi que de l'intégralité du système de protection sociale français. A ce positionnement avantageux au sein de l'ensemble européen, ces économies insulaires voient leur fonctionnement bénéficier d'autres leviers favorables : barrière fiscale spécifique telle que l'octroi de mer, taux réduit de TVA (ou absence de TVA pour certains territoires ou produits), abattement sur l'impôt sur le revenu, dispositifs de défiscalisation sur les investissements, taux majoré à l'endroit de soutien existant aussi dans l'hexagone (Crédit Impôt Recherche) ;
- **le groupe 2, les RUP ibériques, comprend Madère et les Açores (Portugal) et les Iles Canaries (Espagne).** Ces régions partagent le statut RUP mais se distinguent des DROM par une autonomie législative et fiscale substantielle : assemblées régionales propres, budgets partiellement indépendants des États membres, et capacité à adopter des régimes fiscaux dérogatoires ;



- **le groupe 3, les États insulaires indépendants, regroupe Maurice (océan Indien), Barbade, Trinité-et-Tobago et Belize (Caraïbes) et Fidji (Pacifique).** Ces États exercent leur pleine souveraineté et disposent de leur propre politique économique, monétaire et commerciale, avec une appartenance à des organisations régionales (CARICOM, Commission de l'océan Indien) mais sans l'ancrage redistributif de l'UE.

Si l'on porte une attention sur les départements d'outremer français, on observe des formes de *success stories* vulnérables !

Depuis les années 1960, les pouvoirs publics y conduisent, en effet, une stratégie de « modernisation » : soutenir, par les dépenses d'investissement, de fonctionnement et de protection sociale, l'amélioration du potentiel productif des économies ultramarines. Cet interventionnisme, français puis européen à partir des années 80, repose sur un postulat privilégiant l'orientation des territoires vers le centre européen et ayant fait fi du potentiel lié à l'ouverture possible sur leurs zones régionales respectives. **Dès lors, les**

caractéristiques ultrapériphériques (petite taille, éloignement et fractionnement vis-à-vis du marché intérieur européen, faibles dotations en ressources ou faiblement valorisées lorsqu'elle existent, exposition aux aléas climatiques) **constituent des obstacles au développement de l'activité productive en comparaison avec le contexte continental européen**. Sur cette base, ces défaillances de marché doivent donc être compensées. La politique économique de développement, mise en place, s'est alors inscrite dans cette perspective et a permis des progrès considérables.

En accompagnant la forte croissance de la population et par le soutien à la consommation qu'induisait cette mise à niveau, **ces mutations ont donné naissance à un modèle économique original, caractérisé par** : le repli sur le marché intérieur, le rôle moteur de la consommation des ménages et des administrations, un développement mesuré de l'activité marchande aboutissant à une prépondérance des activités non-marchandes en pourcentage ainsi que le développement d'activités non-délocalisables (BTP, commerce, transports). Cette orientation vers le marché domestique a également été renforcée par « les processus d'unification monétaire » comme par exemple le passage du franc CFA au nouveau franc en 1975 à La Réunion. **Cette évolution a ainsi accéléré la coupure entre l'économie réunionnaise et les îles voisines en révélant la moindre compétitivité à l'export des produits** réunionnais vers les autres économies de l'océan Indien.

Mais, **ces performances, matérialisées par des métamorphoses indéniables de plusieurs facettes socioéconomiques de ces territoires** (cf. l'exemple pour l'ensemble des territoires des indicateurs liés au développement humain : baisse de la mortalité-infantile notamment, accès aux soins, développement du système éducatif, infrastructures de réseaux, scientifiques et de recherche,...), **se sont accompagnées parallèlement d'un creusement des dépendances financières, commerciales, énergétiques, écologiques et sociales**. Ces dépendances apparues et renforcées au fil des ans posent le problème du caractère vulnérable de la dynamique de croissance et de développement de DROM français.

Une dynamique vulnérable

L'économie domienne est vulnérable, car, à l'instar des petites économies insulaires en développement, elle est exposée à de nombreux risques. Dans ce cadre, l'exposition d'une économie doit donc être envisagée sous une forme multidimensionnelle et pas seulement sous l'angle des risques traditionnels naturels (climatiques, géo-morphologiques,...). D'autres risques² et contraintes systémiques (structurelles et non structurelles) pèsent sur le fonctionnement et le dynamisme de l'économie. Ainsi, comme toute économie de la planète, et qui plus est comme toute petite économie « ouverte »³, **l'économie domienne est une économie exposée aux effets des chocs et bouleversements économiques internationaux** (variation de la géopolitique internationale, mondialisation, globalisation, modification des routes économiques et des prix des matières premières fondamentales, etc.).

² On pourrait envisager le risque lié au développement de trafic de toute nature, notamment celui de la drogue ou le risque terroriste sous le même angle : le DROM n'est pas à l'abri d'un éventuel attentat mais son occurrence est quand même plus faible que dans d'autres parties du monde du fait de son positionnement géostratégique et de son éloignement des points chauds ou médiatisés de la planète.

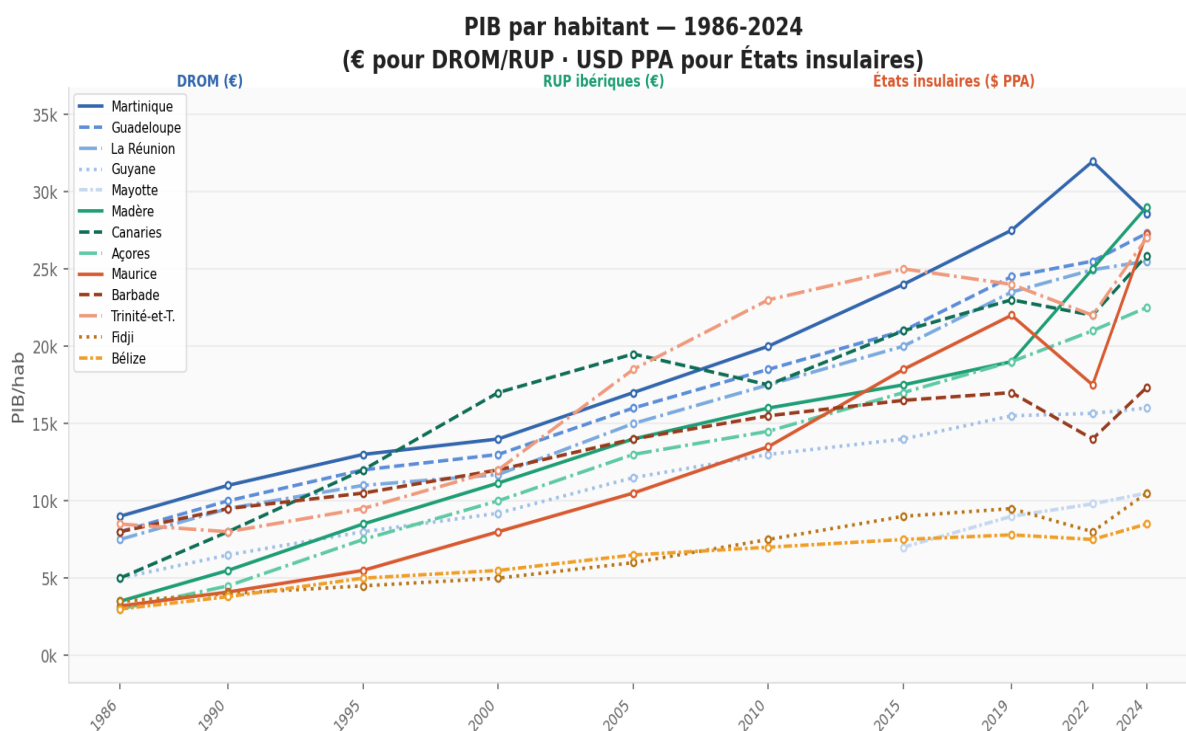
³ La dimension « ouverte » doit être lue ici non pas sous l'angle habituel d'une petite économie caractérisée par des échanges équilibrés et importants de flux d'importations et d'exportations. Dans le contexte des DROM, il s'agit d'une ouverture marquée par un fort déséquilibre liée à l'entrée massives d'importations principalement issues du continent européen. Cette forme d'ouverture déséquilibrée interpelle, car la persistance de ce déséquilibre peut aussi laisser entendre qu'il agit comme une forme de fermeture en bloquant l'émergence d'activités locales susceptibles de nourrir des exportations.

Analyse comparée des performances : éclairages à plusieurs niveaux

L'éclairage des indicateurs de développement de 1986 à 2024

Le PIB par habitant

Le premier graphique illustre les trajectoires de PIB par habitant sur 40 ans. Les DROM français et les RUP ibériques sont mesurés en euros courants ; les États insulaires en dollars internationaux à parité de pouvoir d'achat (PPA). Les données sont partiellement reconstituées pour la période 1986-1999 en l'absence de séries continues. Le choix de cette période repose sur la volonté de couvrir la durée d'accès des DROM et RUP aux programmes européens de développement et pour les DROM plus spécifiquement à l'arrivée des leviers de politiques économiques tels que la défiscalisation fondée sur les dispositifs issus des différentes lois ayant succédé à la loi Pons de 1986⁴.



Graphique 1

PIB par habitant : comparaison avec un premier groupe d' États insulaires, 1986-2024

Là encore, trois dynamiques se distinguent nettement :

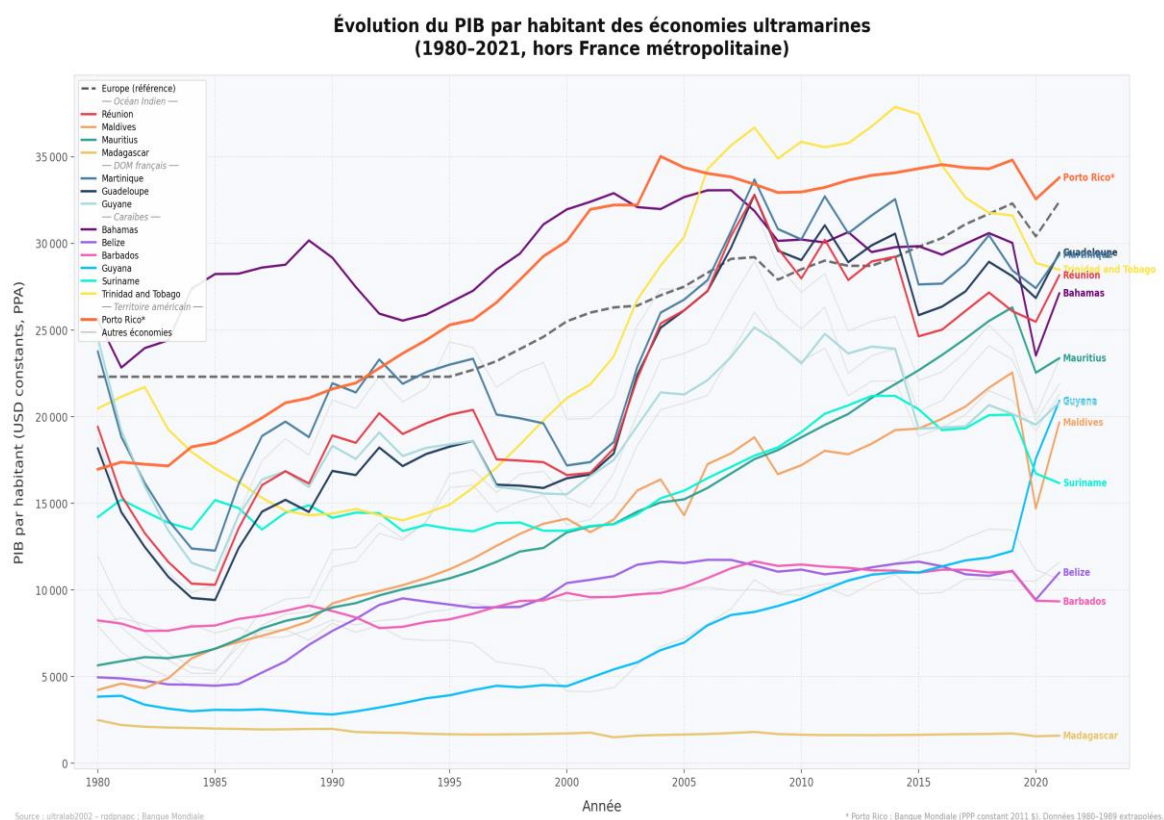
- **les DROM français ont connu une croissance nominale soutenue entre 1986 et 2008 (+3 à +5 %/an en volume), portée par la consommation et les transferts publics**, avant un ralentissement marqué post-crise. En 2022, le PIB par habitant de la Martinique (31 950 €) dépasse légèrement celui de Madère (29 012 €), mais cette convergence masque des structures productives radicalement différentes ;
- **les RUP ibériques présentent les trajectoires les plus divergentes** : Madère réalise une convergence continue vers la moyenne européenne (73 % en 2024), tandis que les Canaries, qui atteignaient 97 % de la moyenne UE en 2000, reculent spectaculairement

⁴ Il convient, en effet, de préciser que le principe de défiscalisation existait déjà. Ainsi, le décret de 1952 avait permis d'exonérer les entreprises ultramarines d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés moyennant l'engagement d'investissement sans exiger d'apport de capital de l'hexagone.

sous l'effet d'une croissance démographique non compensée par la dynamique économique ;

- **Maurice réalise la performance la plus remarquable** avec un PIB par habitant (PPA) multiplié par 8 en 40 ans.

Pour consolider cette comparaison sur l'indicateur économique, un autre graphique (cf. graphique 2) élargit le spectre des économies mobilisées mais ne prend plus en compte les RUP ibériques. Des conclusions similaires peuvent être énoncées sur les disparités de performances et notamment le fait que les dynamiques des DROM doivent être appréciées à la lumière de la rupture de tendance postérieure à la crise financière de la fin des années 2000.

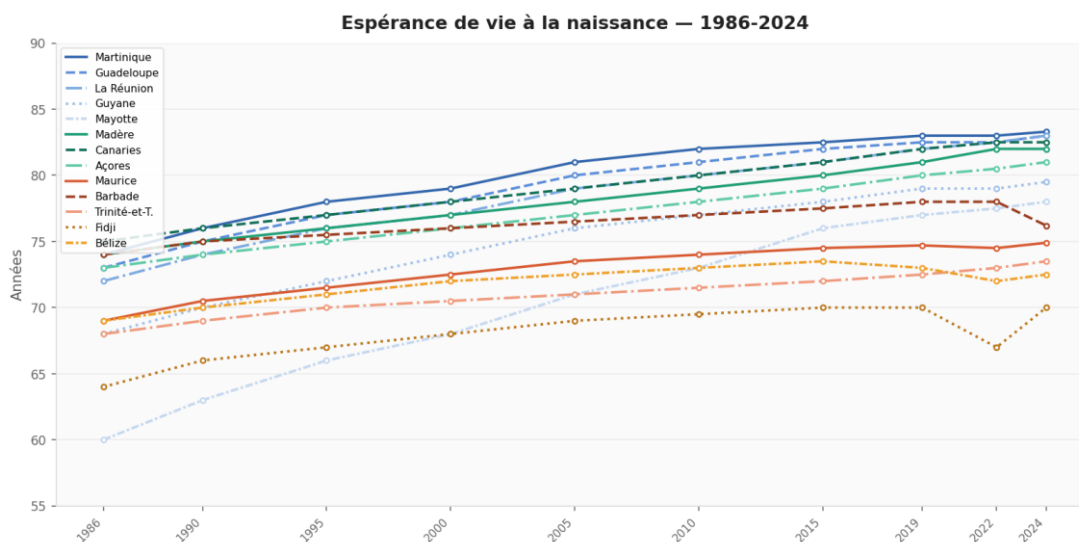


Graphique 2
PIB par habitant : comparaison élargie à d'autres Etat insulaire, 1986-2024

Espérance de vie à la naissance

L'espérance de vie est l'indicateur le plus favorable aux DROM. Martinique et Guadeloupe atteignent 82-83 ans en 2024, niveau comparable au Japon et supérieur à la moyenne de l'Union européenne. Cela reflète directement l'alignement sur le système de santé français et l'accès universel aux soins. La Guyane (79 ans) et surtout Mayotte (78 ans) restent en retrait, mais leur progression sur 40 ans est spectaculaire.

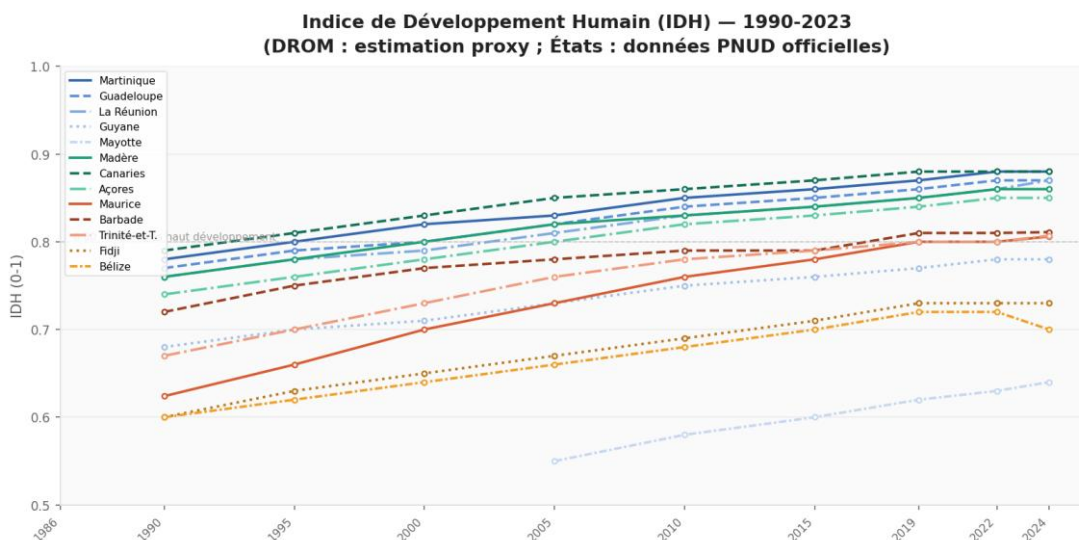
Les États insulaires indépendants affichent des performances sensiblement inférieures : Maurice (74,9 ans), Barbade (76 ans) et Trinité-et-Tobago (73 ans). Fidji (70 ans) et Belize (72 ans) sont nettement distancées. Cet écart illustre l'effet direct de l'accès aux systèmes de santé publics européens sur la longévité, indépendamment du niveau de revenu.



Graphique 3
Esperance de vie à la naissance (années), 1986-2024

Indice de Développement Humain (IDH)

Les estimations pour les DROM et les données pour les RUP ibériques placent ces territoires dans la catégorie très haut développement humain (IDH supérieur ou égal à 0,80), comparables aux pays d'Europe occidentale. Dans l'échantillon, la progression la plus spectaculaire concerne Maurice (dont l'IDH est passé de 0,624 en 1990 à 0,806 en 2023) qui a franchi le seuil du très haut développement. En réalisant ce bond de 28 % en 33 ans, Maurice avait même été qualifiée de miracle économique par le FMI.



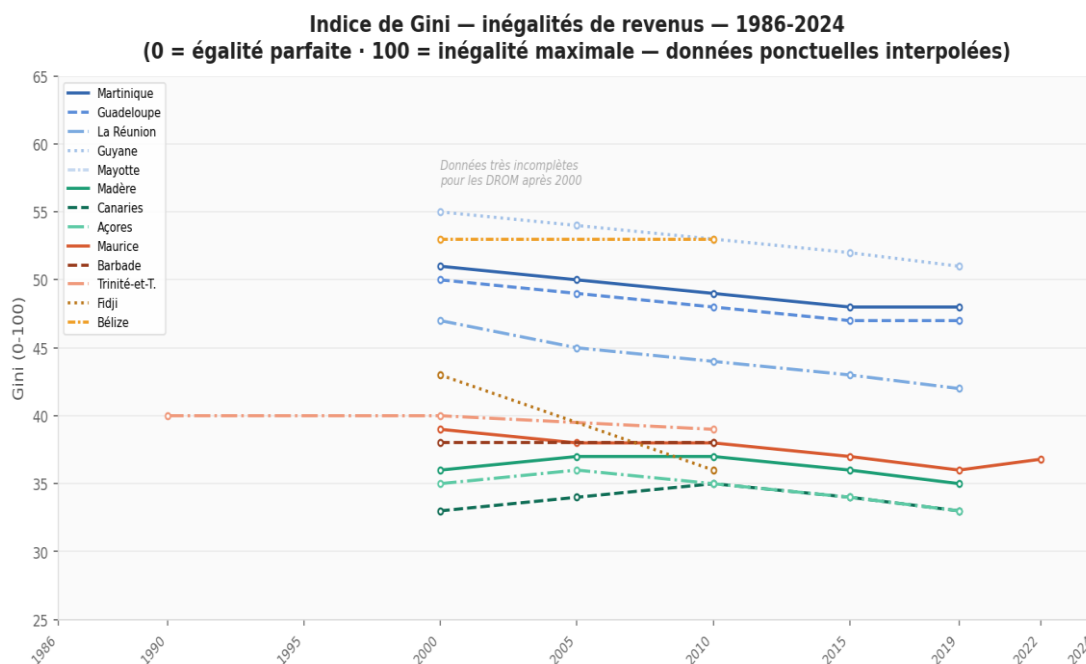
Graphique 4
IDH, 1990-2023

Il convient de remarquer que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) ne calcule pas d'IDH infranational officiel pour les DROM. Les valeurs présentées sont des estimations par proxy construites à partir des indicateurs locaux d'espérance de vie, d'éducation et de revenu disponible, sans valeur statistique officielle du PNUD.

Inégalités -- Indice de Gini et taux de pauvreté

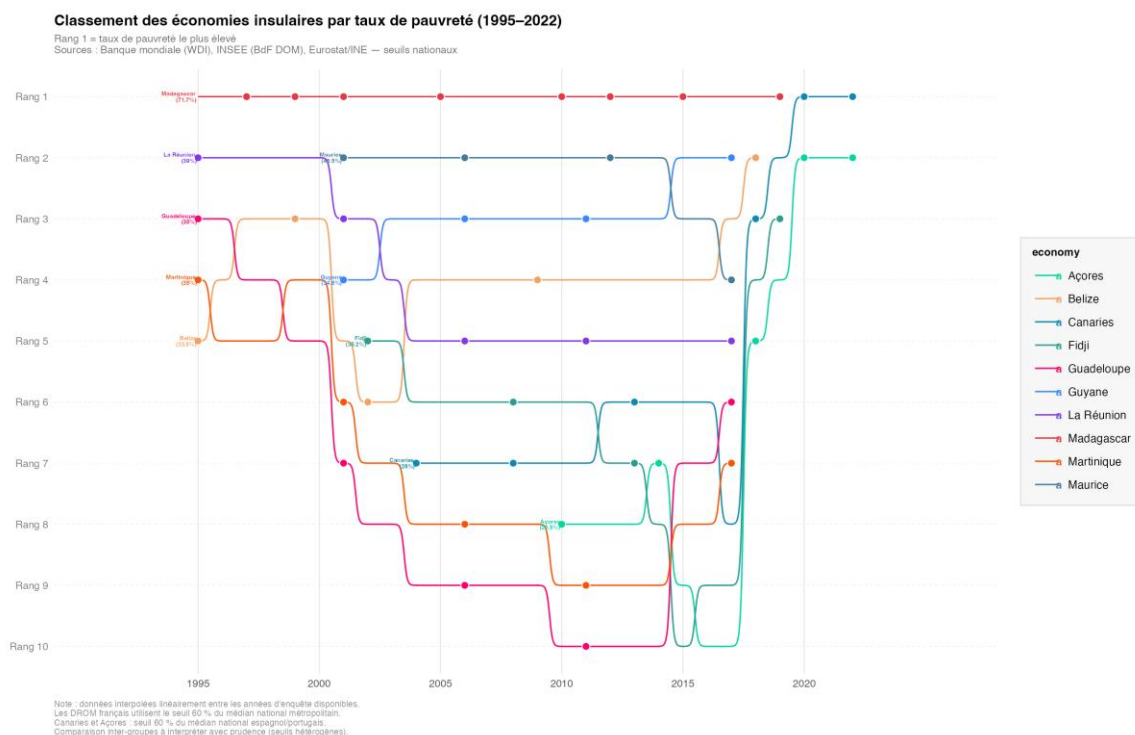
Les données de Gini sont les moins complètes de l'ensemble, en particulier pour les DROM après 2000. Leur analyse doit donc être conduite avec précaution. Néanmoins, les enquêtes disponibles (INSEE, Banque mondiale) indiquent que les DROM, malgré une réduction des indices, présentent des coefficients de Gini encore élevés (47-55), bien supérieurs à la France hexagonale (avoisinant 29).

A ce constat, s'ajoute la persistance d'une coexistence d'une classe de ménages aisés à hauts revenus avec une large population à faibles revenus. Une large part la population vit encore sous le seuil de pauvreté tel que défini au niveau national (à apprécier donc de façon relative) et voit sa situation dépendre des dispositifs d'aides. L'arrivée d'une protection sociale de niveau européen ne semble pas avoir accéléré la réduction de ces écarts.



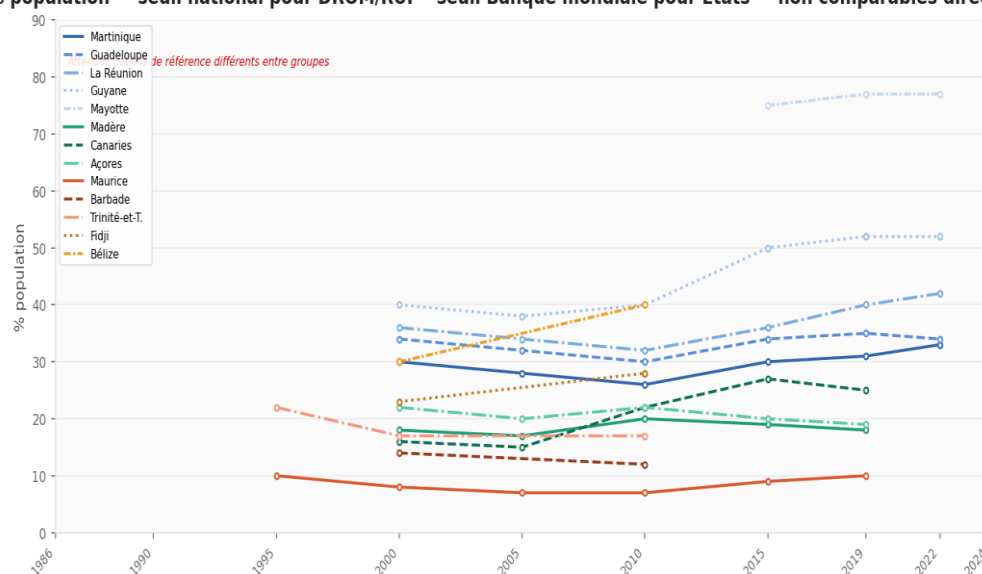
Graphique 5
Coefficient de Gini

Maurice illustre, à l'inverse, une croissance relativement inclusive : son Gini est passé de 45,7 à 38,9 entre 1980 et 2006, témoignant d'une élévation générale du niveau de vie sans aggravation des inégalités. Les RUP ibériques présentent des coefficients plus bas (33-37), plus proches (que leurs homologues françaises) de la moyenne de leurs États membres respectifs.



Graphique 6
 Évolution du classement des économies en fonction du taux de pauvreté (% population)

Taux de pauvreté — 1986-2024
 (% population — seuil national pour DROM/RUP • seuil Banque mondiale pour États — non comparables directement)



Graphique 7
 Taux de pauvreté (% population) avec la précaution de tenir compte de seuils non comparables entre groupes

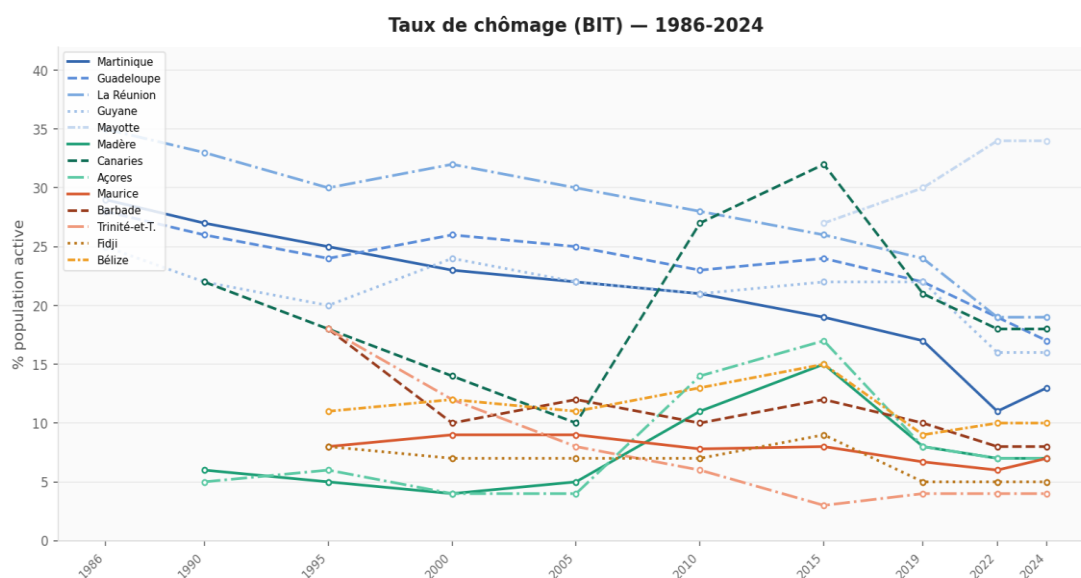
Il s'agit encore une fois de prendre toute la mesure des taux de pauvreté présentés qui ne sont pas directement comparables entre groupes. Pour les DROM et RUP, il s'agit du taux de pauvreté au seuil national (60 % du revenu médian national), bien supérieur au seuil international de la Banque mondiale (2,15 dollars US/jour PPA) utilisé généralement pour les États insulaires. Ainsi, un habitant de la Guyane considéré comme pauvre au seuil français ne l'est pas nécessairement au seuil international.

Sous ces réserves méthodologiques, les contrastes restent néanmoins saisissants. A Mayotte, environ 77 % de la population vit sous le seuil de pauvreté nationale. En Guyane, ce chiffre atteint 52 %. Ces taux révèlent la persistance d'une pauvreté massive malgré l'appartenance à la France et à l'UE.

A l'opposé, Maurice a réduit sa pauvreté de 40 % des ménages en 1975 à moins de 10 % dans les années 2010, grâce à la croissance économique soutenue et aux politiques sociales ciblées. Barbade maintient un taux parmi les plus bas de la Caraïbe (12 %).

Taux de chômage

Le chômage constitue la fracture la plus durable et la plus structurelle entre les trois modèles. Les DROM maintiennent des taux chroniquement élevés, entre 19 % (La Réunion) et 34 % (Mayotte) en 2024-26, malgré 40 ans de croissance nominale et de transferts publics massifs. Cette persistance s'explique par le fait que les transferts soutiennent la consommation sans créer la base productive qui générerait des emplois permettant d'absorber l'augmentation de la population active.



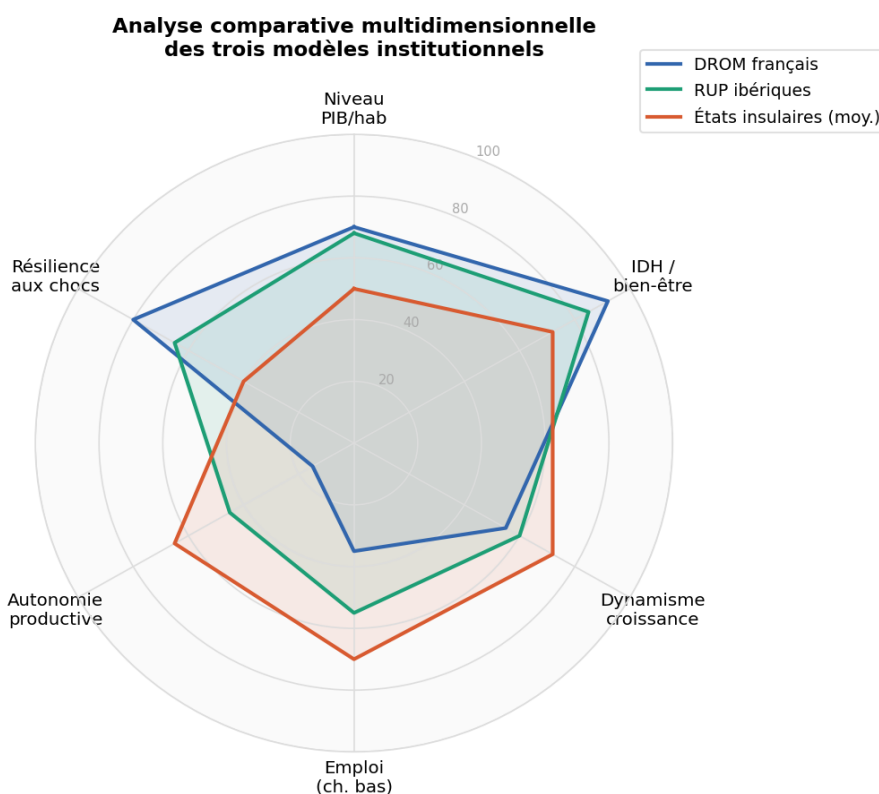
Graphique 8
Taux de chômage au sens du BIT (% population active), 1986-2024

Les États insulaires indépendants les plus performants affichent des taux nettement inférieurs : Trinité-et-Tobago (4 %), Maurice (7 %), Fidji (5 %). Les RUP ibériques sont contrastées : Madère et les Açores (~7 %) performent bien, tandis que les Canaries (18 %) présentent un taux comparable aux Antilles françaises.

L'éclairage d'une comparaison multidimensionnelle

Le graphique radar ci-dessous synthétise les six dimensions d'analyse pour les trois groupes. Il révèle clairement que **chaque modèle présente un profil distinct, sans qu'aucun ne soit universellement supérieur**. On observe ainsi trois caractéristiques majeures :

- **les DROM français excellent sur l'IDH et le bien-être social** (score 92/100) mais présentent les faiblesses les plus marquées sur l'emploi (35) et l'autonomie productive (15). La résilience aux chocs est forte (80) car l'État français absorbe les perturbations. **C'est le modèle de la prospérité accompagnée**, une forme « *d'automatic stabilizers* »⁵ avant l'heure ;
- **les RUP ibériques occupent une position intermédiaire sur presque tous les axes**. Leur profil, plus équilibré, reflète une autonomie institutionnelle plus grande et une diversification modérée. Madère illustre ce que peut produire ce modèle quand il fonctionne bien : une convergence réelle vers les standards européens avec une base productive plus active ;
- **les États insulaires indépendants présentent le profil le plus favorable sur la diversification et l'emploi, mais sont plus vulnérables aux chocs exogènes**. Maurice représente le cas extrême de succès, avec un recul brutal lors de la pandémie (-14,6 % de PIB en 2020) illustrant la fragilité sans filet tel que celui qui existe dans le cadre européen.



Graphique 9

Analyse radar : comparaison multidimensionnelle des trois modèles institutionnels (scores relatifs 0-100)

⁵ En référence aux mécanismes de transferts imaginés pour les pays membres de la zone euros dans le cas d'une défaillance sans avoir la possibilité d'utiliser l'outil de la dévaluation après l'installation de la monnaie unique.

Dimension	DROM français	RUP ibériques	États insulaires
Niveau PIB/hab.	Moyen-haut (24-29k€)	Moyen-haut (22-29k€)	Très variable (6-27k USD)
Croissance 1985-2024	Forte puis stagnation	Modérée, contrastée	Variable, Maurice forte
IDH / bien-être	Très haut (>0.85 est.)	Très haut (>0.83)	Haut à très haut
Chômage structurel	Très élevé (11-34%)	Modéré-élevé (7-18%)	Faible à modéré (4-10%)
Autonomie productive	Très faible	Faible à modérée	Modérée à forte
Couverture sociale	Niveau européen complet	Niveau européen complet	Variable selon États
Résilience aux chocs	Forte (soutien État)	Modérée	Faible à modérée
Politique monétaire	€ / BCE	€ / BCE	Propre ou liée USD
Transferts publics	30-60% du PIB	Modérés (UE + État)	Faibles (aide int.)
Diversification éco.	Très faible	Faible a modérée	Forte (Maurice) à faible

Tableau 2
Synthèse comparative des performances et structures des trois groupes

L'ensemble des résultats issu de ces comparaisons apporte un éclairage utile sur la mise en perspective des performances. Néanmoins, malgré son mérite, cette comparaison souffre de plusieurs limites dont certaines ont déjà été évoquées précédemment. En premier lieu, la comparabilité des données est imparfaite : les États insulaires sont analysés avec les bases de la Banque mondiale et du PNUD, mobilisant des méthodologies et seuils de référence différents tandis que les DROM utilisent le système statistique français (INSEE), les RUP ibériques les données espagnoles et portugaises. Notons que ces données nationales nourrissent la base européenne Eurostat en constatant que pour les DROM français, le système statistique national ne fournit pas de données sur toutes les variables (par exemple les dépenses en R&D, la productivité globale des facteurs, les différents déflateurs, etc.). En deuxième lieu, l'IDH des DROM est une estimation par « proxy » sans valeur officielle PNUD. En dernier lieu, et comme nous l'avons déjà mentionné, les données sur les indices de Gini et de pauvreté sont trop lacunaires pour permettre des comparaisons dynamiques robustes.

Afin de consolider notre approche comparative des performances, il apparaît donc utile d'approfondir l'éclairage des dynamiques des DROM à la lumière d'une synthèse des résultats sur les processus de convergence régional au niveau français et européen. Dans ce cadre, les travaux s'accordent généralement pour souligner un bilan mitigé concernant les RUP européennes.

L'éclairage d'une comparaison des performances en termes de convergence : les cas des RUP européennes

En mobilisant des travaux universitaires reconnus⁶, il s'agit ici **d'analyser la performance de la politique de développement via son impact sur la réduction des écarts** et, dans cette perspective, de mobiliser les **concepts de rattrapage et convergence analysés à l'échelle des RUP de l'Union européenne**.

L'étude de la réduction des disparités économiques et sociales entre les régions européennes, objectif qui figure dès l'origine dans le Traité de Rome de 1957 (art. 2), a servi au cours des dernières décennies de fil conducteur à de nombreuses analyses sur le processus de convergence des régions les moins avancées⁷. Les résultats, qui apparaissent souvent contradictoires, excluent cependant le plus souvent les régions ultrapériphériques (RUP) des analyses. Comparés aux régions des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), dont on a célébré en 2024 les vingt ans de leur intégration, ces territoires ont pourtant intégré depuis bien plus longtemps l'Union européenne (UE).

Ce concept de convergence **désigne une « distance économique » entre les régions et pays qu'il s'agit de réduire**. Cette forme de distance permet de mettre en lumière les disparités entre une économie disposant de tous les facteurs et conditions favorables à une croissance régulière et équilibrée et une économie dont les caractéristiques sont amoindries, défailtantes ou encore peu favorables (absences d'externalités, etc.) pour engendrer une telle dynamique. Cette hypothèse de convergence régionale a été introduite par les travaux de chercheurs⁸ qui identifient un processus de convergence globale, lente, et cachant des dynamiques disparates. Dans cette même veine, des travaux récents⁹ ont approfondi l'expertise du rôle joué par la politique de cohésion dans ce processus de convergence des RUP.

Parmi les principales conclusions **de cette pluralité de travaux, on peut retenir différents éléments suivants** :

- s'il existe un processus de convergence globale entre les pays, celui-ci cache en réalité des divergences locales. Ceci amène les auteurs à mettre en évidence l'existence de clubs de convergence dans l'UE ¹⁰ ;
- l'efficacité de la politique de cohésion peut être affectée car il existe des effets de débordement géographique ¹¹ ;
- un ralentissement du processus de convergence et certaines inégalités persistent dans l'UE¹² ;
- **si la politique de cohésion semble agir positivement sur la réduction des écarts entre les régions, on observe une hétérogénéité spatiale de ses effets**¹³. Autrement dit, l'impact de la politique de cohésion semble être plus fort dans certaines zones que dans d'autres¹⁴ ;

⁶ Bourdin, Hermet et Jean-Pierre (2024).

⁷ Cf. Abreu et al., 2005 ; Dall'erba et Le Gallo, 2008 ; Mohl, 2016 ; Bourdin, 2019.

⁸ Barro et Sala-i-Martin (1991) puis développés par les chercheurs en économie régionale (Dall'erba, 2005 ; Fingleton et Lopez-Bazo, 2006 ; Dall'erba et Le Gallo, 2008).

⁹ Bourdin et al., 2024.

¹⁰ Jean-Pierre, 1999 ; Beine et Jean-Pierre, 2000 ; Gaulier et al., 1999 ; Baumont et al., 2006 ; Bourdin, 2013.

¹¹ Bouayad-Agha, 2013 ; Vedrine et Le Gallo, 2021.

¹² Mohl, 2016 ; Koudoumakis et al., 2019 ; Savoye 2023a.

¹³ Ramajo et al., 2008 ; Bourdin, 2018 et 2019.

¹⁴ Gagliardi et Percoco, 2017.

- **l'efficacité de la politique de cohésion est conditionnée par plusieurs facteurs intrinsèques à une région donnée.** En particulier, il a été mis en évidence le rôle de certains déterminants pouvant affecter les effets des Fonds structurels européens sur la croissance économique régionale comme la qualité des institutions¹⁵, les dotations en infrastructures¹⁶ ou encore l'agglomération¹⁷ ;
- des chercheurs comme Di Caro et Fratesi (2022) ont montré l'hétérogénéité des impacts de la politique de cohésion sur la croissance économique régionale dans les régions de l'UE, en fonction de la dotation sectorielle et de la productivité dans les régions bénéficiaires de la politique de cohésion.

Ainsi, les chercheurs émettent de sérieux doutes sur l'efficacité des politiques de développement et la convergence à long terme des régions européennes. Cette opinion est appuyée par McCann (2015), car en dépit du fait que la politique de cohésion de l'UE est la plus grande politique régionale de développement au monde, cela n'a pas empêché l'augmentation des disparités régionales et la désintégration spatiale, ce qui constitue une évolution contradictoire avec ses objectifs¹⁸ ; c'est ce que montraient déjà plusieurs auteurs deux décennies auparavant¹⁹ en expliquant que les politiques d'aides octroyées à des économies pouvaient avoir des résultats allant dans le sens contraire des objectifs initiaux assignés aux politiques de développement.

Ces conclusions amènent certains auteurs²⁰ à dire que l'approche « one-size-fits-all » de la politique de cohésion a trouvé ses limites. C'est d'ailleurs dans ce contexte d'efficacité limitée des FESI qu'il s'est opéré un changement paradigmatique dans la politique de cohésion avec la mise en place d'une plus grande territorialisation. Ce changement majeur dans la conception de la politique de cohésion s'est traduit par la mise en œuvre de la stratégie de spécialisation intelligente²¹ : il s'agit de relancer la croissance économique en Europe et de réduire son déficit de productivité vis-à-vis des leaders mondiaux. Basée sur des théories du commerce international (avantage comparatif et dotations en facteurs), le cadre de la stratégie de spécialisation intelligente consiste à prioriser certains domaines économiques dans une région donnée (spécialisation) en s'appuyant sur les atouts de ladite région (intelligente) afin de générer une croissance axée sur l'innovation.

Si cette stratégie a connu un grand intérêt auprès des politiques et des chercheurs, elle n'est pas sans poser des questions sur un certain nombre de limites²². Plusieurs auteurs ont mis en évidence l'existence de trappes de développement et réaffirment que s'il existe un processus de rattrapage d'une manière générale, certaines régions stagnent économiquement voir sont coincées dans des pièges de pauvreté²³. Aussi, des inquiétudes demeurent quant à la capacité des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) à pouvoir atteindre l'objectif de cohésion économique, sociale et territoriale. Ceci a d'ailleurs été matérialisé dans le 8ème Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale (2022) produit par la Commission européenne. Plusieurs constats inquiétants y ont été posés indiquant par exemple que les régions moins développées du Sud ne parviennent pas à rattraper leur retard et connaissent un déclin et une divergence croissante ou encore que plusieurs régions à revenu intermédiaire et moins développées, notamment dans le Sud de l'UE, subissent une stagnation ou un déclin de l'activité économique ce qui porte à croire qu'elles sont prises

¹⁵ Arbia et al., 2010 ; Farole et al., 2011 ; Rodriguez-Pose et Garcilazo, 2015 ; Ketterer et Rodriguez-Pose, 2018.

¹⁶ Calderón et Servén, 2004.

¹⁷ Duranton et Puga, 2014 ; Brakman et al., 2015.

¹⁸ Evrard et Chilla, 2021 ; Faludi, 2021 ; Humer et al., 2021 ; Savoye, 2023b.

¹⁹ Jean-Pierre, 1999 ; Croissant et Jean-Pierre, 2002.

²⁰ Bachtler et al. 2019.

²¹ Foray et al., 2009, 2013 ; McCann et Ortega-Argilés, 2013.

²² Capello et Kroll, 2016 ; Marques et Morgan, 2018 ; Hassink et Gong, 2019 ; Balland et al., 2019 ; Bourdin et al., 2020 ; Benner, 2020.

²³ Beine et Jean-Pierre, 2000 ; Bourdin, 2019 ; Diemer et al., 2022.

dans un piège de développement. Nombre d'entre elles ont été frappées par la crise économique et financière de 2008 et éprouvent des difficultés à se redresser.

Compte-tenu des conclusions précédentes, **il semble donc bel et bien pertinent de continuer de s'intéresser aux questions de convergence, en particulier pour les régions qui, malgré les nombreux investissements dont elles ont pu bénéficier, resteraient enlisées dans des trappes de développement.** La poursuite de ces travaux est d'autant plus fondée que, si la mondialisation a favorisé les grandes agglomérations urbaines entraînant une augmentation de la productivité et de la croissance économique, les zones périphériques, désindustrialisées et rurales éloignées ont au contraire connu le développement inverse ²⁴. Nombreux sont aussi les travaux qui, face à ces résultats mitigés, pointent le risque croissant de mécontentements s'exprimant de plus en plus fréquemment dans les urnes.

Enfin, le risque de non-convergence ou de stagnation est encore plus crucial pour les régions très éloignées du centre telles que les régions ultrapériphériques de l'UE composées principalement d'îles. Celles-ci concernées par un article spécifique du TFUE, tel que **l'article 349** et l'appartenance au groupe des régions visées par l'objectif de convergence, **bénéficient de politiques de soutien visant à davantage favoriser le comblement des écarts les caractérisant avec la moyenne européenne.** Cependant, l'arrivée des régions de l'Est de l'Europe continentale et les crises successives conduisent à rendre les négociations avec la Commission européenne souvent difficiles pour fonder ces soutiens plus favorables.

Les résultats, produits par Bourdin et al. (2024) interrogent l'efficacité des politiques régionales appliquées aux RUP depuis 1986. Plusieurs interprétations sont avancées :

- un effet paradoxal des transferts : les aides massives n'ont pas enclenché de dynamique endogène de croissance durable ;
- une persistance d'investissements dans les infrastructures lourdes au détriment de l'économie de la connaissance, de l'innovation et des stratégies de spécialisation intelligente ;
- des rentes politiques et économiques liées à l'étroitesse des marchés, freinant les réorientations stratégiques ;
- des masses critiques insuffisantes, ou des externalités faibles impliquées combinaisons manquantes de facteurs, maintenant les RUP sous un seuil de développement susceptible de générer des effets positifs auto-entretenus (tels que ceux souhaités par les modèles de croissance endogène dans l'accumulation du capital physique, du capital humain ou des investissements en R&D).

²⁴ Garcilazo et Oliveira Martins, 2020.).

Appartenance institutionnelle et performances

Les mécanismes institutionnels en jeu

Mécanisme	DROM français	RUP ibériques	Etats insulaires
Transferts publics	Massifs (40-60% PIB)	Modérés (UE + État)	Faibles (aide int.)
Autonomie politique	Très limitée	Partielle (assemblée propre)	Pleine souveraineté
Protection sociale	Niveau UE complet	Niveau UE complet	Variable selon État
Politique monétaire	€ / BCE (sans levier)	€ / BCE (sans levier)	Propre ou liée USD
Accès marché UE	Total en théorie	Total en théorie	Via accords (CARIFORUM)
Fiscalité dérogatoire	Octroi de mer jusqu'en 2027, TVA dérogatoire – taux réduit ou absence de TVA)	Partielle (ZRE Madère)	Pleine latitude
Chômage structurel	11-34% (persistant)	7-18% (contraste)	4-10% (modéré)
Diversification éco.	Très faible	Faible à modérée	Modérée à forte
Convergence richesse/UE	Plafonnée depuis 2010	Contrastée	Forte (Maurice, Barbade)
Résilience aux chocs	Forte (État absorbe)	Modérée	Faible à modérée

Tableau 3
Mécanismes institutionnels comparés et leurs effets sur les performances

Le modèle DROM : intégration maximale, dépendance structurelle

Les DROM occupent une position institutionnelle unique au monde : ils cumulent les droits et protections de la République française et de l'Union européenne. L'article 349 du TFUE prévoit des mesures spécifiques pour compenser leurs contraintes structurelles permanentes. Les fonds structurels européens ont financé une large part ou financent encore une part importante des investissements d'infrastructure, auxquels s'ajoutent les transferts de l'État français représentant 30 à 60 % du PIB local.

Ce modèle, comme nous l'avons vu, a produit des indicateurs socio-économiques bénéfiques mais il génère un paradoxe bien documenté : **les transferts élèvent le niveau de consommation sans créer la base productive qui permettrait de les financer localement**. La recherche académique sur les fonds structurels européens confirme qu'ils ont des effets positifs sur le PIB par habitant mais faibles sur l'emploi. La conséquence est un chômage structurel qui ne se résorbe pas, entre 11 % et 34 % selon les territoires.

La contrainte la plus profonde est l'impossibilité d'utiliser les leviers classiques d'ajustement compétitif : pas de dévaluation, pas de politique commerciale propre, pas d'attractivité fiscale autonome à l'exception des dispositifs fiscaux dérogatoires déjà mentionnés qui restent insuffisamment attractifs. La dépendance de sentier institutionnelle emprisonne les DROM dans un modèle dont les avantages (protection sociale) et les inconvénients (dépendance, chômage) sont indissociables.

Les RUP ibériques : autonomie partielle, résultats contrastés

Madère et les Açores illustrent qu'une autonomie fiscale et législative substantielle, combinée à l'ancrage européen, produit de meilleures performances en matière d'emploi et de diversification que le modèle DROM. Leur assemblée régionale propre et leur budget partiellement indépendant créent des incitations à la responsabilisation locale.

Les Canaries illustrent à l'inverse les limites d'un modèle trop concentré : en 2000, elles étaient les plus proches de la moyenne européenne parmi les RUP (97 %) ; en 2024, elles

ont été dépassées par Martinique, Madère, les Açores et Guadeloupe. La croissance démographique liée à l'immigration, couplée à une économie trop mono-sectorielle (tourisme de masse), explique principalement ce décrochage.

Les États insulaires : souveraineté contraignante mais disciplinante

Sans le filet redistributif européen, les États insulaires indépendants ont été contraints de construire des bases productives endogènes. Maurice est le cas d'école le plus étudié : confronté à des conditions initiales défavorables (île monoculturelle sucrière, population dense, sans ressources naturelles), cet État de l'océan Indien a défié les prédictions les plus pessimistes par une diversification séquentielle sur cinq décennies.

État	Modèle dominant	Croissance 40 ans	Défi majeur	IDH 2023
Maurice	Diversification séquencée : sucre -> textile -> tourisme -> finance -> ICT	Exceptionnel (+700% PIB/hab)	Inégalités, dépendance tourisme	0.806 (rang 73)
Barbade	Tourisme haut de gamme + services financiers offshore	Solide (+200%)	Dette publique, vulnérabilité climatique	0.811 (rang 69)
Trinité-et-Tobago	Hydrocarbures (LNG, pétrochimie)	Fort (+300%)	Diversification post-pétrole urgente	0.807 (rang 72)
Fidji	Tourisme + agriculture (sucre)	Modère (+180%)	Instabilité politique, COVID	0.730 (rang 108)
Belize	Agriculture, tourisme modeste	Faible (+150%)	Croissance lente, intégration régionale	0.700 (rang 111)

Tableau 4
Profilage des États insulaires indépendants

Les facteurs explicatifs du succès mauricien identifiés par le FMI et la Banque mondiale convergent sur plusieurs points :

- des institutions *en théorie* susceptibles de prévenir la corruption et la recherche de rente dans les zones franches d'exportation ;
- un dialogue public-privé structuré ;
- une discipline macroéconomique maintenant le taux de change compétitif ;
- une capacité à capter les rentes commerciales préférentielles pour les réinvestir dans la montée en gamme plutôt que dans la consommation.

Gouvernance, institutions et dynamiques de croissance : analyse comparée de la qualité de gouvernance des RUP

L'éclairage de la littérature reliant qualité de la gouvernance et croissance

Le concept de gouvernance est aujourd'hui bien établi. Bien que prenant une grande partie de ses racines dans le fonctionnement de l'entreprise, son origine est bien plus ancienne²⁵. Néanmoins, il est aujourd'hui souvent mobilisé pour traiter de l'art et la manière avec laquelle les organisations privées ou publiques agissent pour atteindre leurs objectifs. Au-delà des grands principes managériaux de la gouvernance à l'échelle de l'entreprise étendue dans les années 90 au domaine public (New public management), la gouvernance des organisations doit aujourd'hui relever le défi des complexités²⁶ () et des enjeux du siècle (transition écologique, numérique, crises et menaces émergeant à un rythme accéléré etc.). Dans le cadre du processus de croissance et développement des économies, la qualité de la croissance²⁷ est aussi convoquée comme un facteur clef de la réussite de cette dynamique.

A ce stade la gouvernance peut être définie comme l'exercice de l'autorité, par le biais d'institutions formelles ou informelles, pour le bien commun. Selon la Banque Mondiale (2002) la gouvernance englobe le processus de sélection, de supervision et de remplacement des gouvernements. Elle inclut la capacité de formuler et de mettre en œuvre des politiques averties comme étant au cœur de la réussite de la prospérité. Dans ce cadre, il est possible d'appréhender la gouvernance à travers six composantes articulées autour de trois catégories. Premièrement, l'expression et la responsabilisation qui inclut les libertés individuelles, la liberté de la presse et la stabilité politique ; **deuxièmement, l'efficacité du gouvernement qui inclut la qualité des processus d'élaboration des politiques et de leur application par les services publics et l'absence de toute tracasserie administrative** ; troisièmement, la primauté du droit qui inclut la protection du droit de propriété et l'indépendance du pouvoir judiciaire ainsi que le contrôle de la corruption.

Afin d'éclairer notre approche sur la base de références plus récentes, nous prenons appui sur deux documents : le travail d'Ennasr (2025) sur gouvernance et croissance et le 9e Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale de la Commission européenne (2024). Ces deux contributions se situent à des niveaux d'analyse différents. Le premier présente le cadre théorique ; le second ancre les mécanismes dans la réalité des politiques européennes et la géographie des régions. Leur confrontation avec l'analyse conduite sur les économies insulaires permet d'enrichir substantiellement les conclusions.

La gouvernance et la qualité des institutions sont des facteurs favorables à la convergence théorique et empirique

Ennasr (2025) retrace la trajectoire intellectuelle qui a conduit à reconnaître les institutions comme cause profonde de la croissance, depuis les modèles classiques (Smith, Ricardo, Malthus) jusqu'à la Nouvelle Économie Institutionnelle. Il rappelle la position centrale d'Acemoglu, et Robinson (2012) selon qui les institutions économiques, et non la géographie ou la culture, constituent la cause fondamentale des écarts de prospérité à long terme, en déterminant les incitations à investir, innover et accumuler du capital humain.

Le 9e Rapport de cohésion mobilise cette même proposition, mais à l'échelle infranationale européenne. Il est explicite : « *la qualité des institutions, y compris le respect de l'État de droit et la capacité administrative, est cruciale pour le retour sur investissement public et privé. Il*

²⁵ On pourrait dater son origine au milieu du XIII^e siècle et il désignait l'action, la manière ou le fait de gouverner (cf. Guadin 2002).

²⁶ cf. Chatelin et Carassus, 2026

²⁷ cf. Banque Mondiale, 2002

existe une forte corrélation entre la qualité de la gouvernance et l'impact des investissements de la politique de cohésion».

Ce lien est quantifié, et n'est pas uniquement affirmatif. Des recherches de la Commission européenne utilisant le modèle macroéconomique RHOMOLO²⁸ estiment qu'une augmentation de 5 % de la qualité de gouvernance (mesurée par l'indice EQI – l'Indice de Qualité de Gouvernement mesurant la qualité de la gouvernance et produit par l'Université de Göteborg – cf. *infra*) dans les régions européennes accroît l'impact des investissements de cohésion sur le PIB jusqu'à 7 % à court terme et 3 % à long terme. Cette estimation donne une réalité opérationnelle à ce que la littérature économique décrit comme un effet indirect de la gouvernance sur la productivité totale des facteurs.

Dans l'analyse des économies insulaires, ce mécanisme se manifeste avec acuité. L'écart entre **les DROM français, qui reçoivent des transferts massifs mais convertissent mal ces flux en croissance productive**, et des États comme Maurice, dont la réussite repose précisément sur la qualité des institutions publiques et du dialogue public-privé, illustre ce que l'article d'Ennasr nomme la différence entre « causes proximales » et « causes fondamentales » : les transferts financiers sont une cause proximale d'élévation du PIB ; la qualité institutionnelle est la cause fondamentale qui détermine si cet argent génère une transformation productive durable.

Le piège de développement : quand la gouvernance défaillante neutralise les transferts

L'article d'Ennasr rappelle que des institutions faibles encouragent la recherche de rente au détriment des activités productives, et que ce mécanisme peut paradoxalement s'accroître en présence d'abondance de ressources externes, ce que la littérature appelle le « paradoxe de la ressource ».

Le 9e Rapport de cohésion nomme ce phénomène différemment mais le décrit de façon convergente avec la notion de piège de développement (*development trap*) ou de trappe de dynamique de développement²⁹. Les régions concernées semblent être tombées soit dans un piège de développement, soit dans un état de sous-performance du PIB, de la productivité et de l'emploi, empiriquement corrélé avec une augmentation du mécontentement politique et un déclin du soutien aux valeurs démocratiques et à l'UE.

Le rapport confirme et chiffre le lien avec la gouvernance : **les déficiences de la gouvernance publique et de la capacité administrative entravent le potentiel de développement et restent un défi structurel dans plusieurs régions**. Il identifie explicitement les Canaries comme étant dans ce piège -ce que notre analyse comparative avait mis en évidence par la trajectoire de recul de leur PIB/habitant relatif de 97 % à 68 % de la moyenne européenne entre 2000 et 2024.

Le rapport pointe une dimension particulièrement saillante pour notre périmètre : en France, la grande différence intra-nationale dans l'Indice de Qualité de Gouvernement (EQI 2024) est principalement due aux faibles scores des régions NUTS2 ultrapériphériques. Ce constat confirme et prolonge notre analyse : **les DROM ne souffrent pas seulement de retards économiques structurels, mais d'une gouvernance locale mesurée comme significativement inférieure à la moyenne européenne**, et même à la moyenne nationale française. L'investissement massif de cohésion ne peut donc produire son plein effet.

²⁸ RHOMOLO (pour *Regional HOListic MOdel*) est un modèle d'équilibre général calculable spatial (EGC) développé par le Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne en collaboration avec la Direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO). Il sert à simuler et à mesurer l'impact économique (à court, moyen et long terme) des politiques de l'Union européenne, comme la politique de cohésion, les investissements dans l'innovation ou les infrastructures de transport.

²⁹ cf. Diemer et al. 2022.

La capacité institutionnelle comme condition d'efficacité des investissements publics

L'article d'Ennasr identifie, à partir des travaux de Hall et Ahmad (2014), que l'effet institutionnel passe prioritairement par le canal de la productivité totale des facteurs plutôt que par l'accumulation de capital physique. Le 9e Rapport de cohésion documente précisément ce mécanisme dans un contexte opérationnel : une analyse récente utilisant le modèle RHOMOLO estime qu'environ 40 % de l'impact potentiel sur le PIB des stratégies de spécialisation intelligente dans les régions italiennes est perdu en raison de la comparativement faible qualité de la gouvernance dans certains cas.

Ce chiffre est d'une portée analytique considérable pour nos trois groupes de territoires. Il signifie que **deux régions recevant des montants identiques de fonds structurels peuvent produire des effets radicalement différents selon leur qualité institutionnelle**. La convergence nominale des PIB par habitant observée entre certains DROM (Martinique, 28 600 €) et certaines RUP ibériques (Madère, 29 012 €) masque ainsi des efficacités d'investissement très différentes.

Le 9e Rapport soulève, en outre, **la question de la dépendance aux transferts comme facteur potentiel de fragilisation** : le potentiel de développement de nombreuses régions peut être affecté par le manque de diversification des sources de financement lorsqu'elles dépendent largement des transferts des budgets nationaux. **Ce type de dépendance mine la résilience des pays concernés face aux chocs**. Cette formulation recoupe précisément ce que notre analyse avait nommé la "dépendance de sentier" institutionnelle des DROM.

L'éclairage empirique lié à la comparaison de l'EQI (Université de Göteborg)

L'Indice européen de Qualité de Gouvernement (EQI) est produit par l'Institut de Qualité de Gouvernement de l'Université de Göteborg depuis 2010, avec des vagues en 2010, 2013, 2017, 2021 et 2024³⁰. **C'est le seul indicateur permettant une comparaison institutionnelle au niveau infranational (NUTS 2) à l'échelle de l'UE**. Les scores sont exprimés en z-scores standardisés autour de la moyenne européenne (0), sigma = 1. L'indice repose sur trois piliers de mesures et s'appuie sur une enquête citoyenne : qualité des services publics (éducation, santé, police), impartialité de leur distribution et contrôle de la corruption (perceptions et expériences vécues). Pour les DROM français, la collecte en 2024 n'a utilisé que le mode téléphonique CATI³¹, sans le mode CAWI³² en ligne, ce qui doit être pris en compte dans les comparaisons inter-vagues.

L'indice EQI est construit en deux étapes. Les données d'enquête régionales (trois piliers : qualité, impartialité, corruption, mesures chacun par cinq à sept questions) sont d'abord centrées sur les estimations nationales fournies par les World Governance Indicators (WGI) de la Banque mondiale, selon quatre dimensions : contrôle de la corruption, efficacité gouvernementale, État de droit et voix/responsabilité. Cette architecture permet à l'EQI de capter à la fois la variation nationale et la variation intra-nationale. Toutes les estimations sont standardisées en z-scores après agrégation.

Pour la France (27 régions NUTS2 dont 5 DROM), l'estimation nationale ancre l'EQI à +0,30³³. Les régions françaises se dispersent autour de cette moyenne nationale, **les DROM affichant systématiquement des scores inférieurs à la moyenne nationale et européenne, tandis que les régions métropolitaines françaises se regroupent autour ou au-dessus de la moyenne européenne**. Le 9e Rapport de cohésion (2024) indique explicitement que « la grande

³⁰ Charron, Lapuente et Bauhr, 2024.

³¹ Le mode CATI (Computer-Assisted Telephone Interviewing) est une méthode d'enquête par entretien téléphonique où l'enquêteur suit un script sur son ordinateur et saisit les réponses en temps réel. L'enquêteur tape ou clique sur les réponses directement dans l'interface au fur et à mesure de l'échange.

³² Le mode CAWI (Computer-Assisted Web Interviewing) est une méthode de collecte de données statistiques et marketing qui consiste à administrer un questionnaire en ligne via Internet. Le répondant remplit lui-même le questionnaire de manière autonome sur un écran (ordinateur, tablette ou smartphone).

³³ WGI moyen standardisé, Table 3 du rapport technique EQI Round 5, CE 2025.

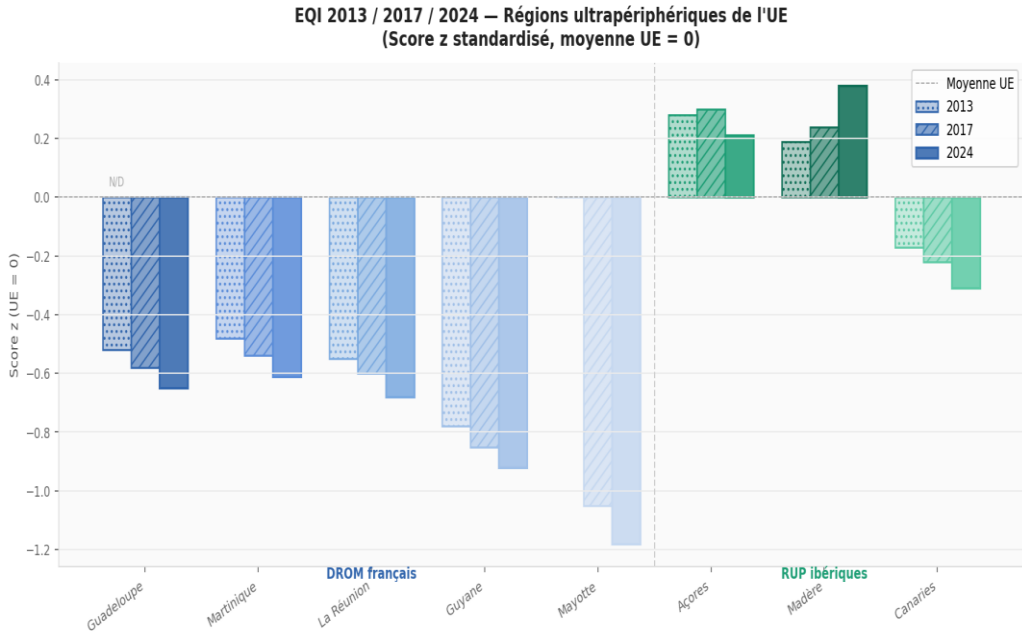
différence intra-nationale de la France dans l'EQI 2024 est principalement due aux faibles scores des régions NUTS2 ultrapériphériques ».

Région (NUTS2)	Code NUTS	EQI 2013	EQI 2017	EQI 2024	Delta 2013-2024	Tendance	Rang FR (2024)
Guadeloupe	FRY1	-0,52	-0,58	-0,65	-0,13	Dégradation	25/27
Martinique	FRY2	-0,48	-0,54	-0,61	-0,13	Dégradation	24/27
La Réunion	FRY4	-0,55	-0,60	-0,68	-0,13	Dégradation	25/27
Guyane	FRY3	-0,78	-0,85	-0,92	-0,14	Dégradation	26/27
Mayotte	FRY5	N/D	-1,05	-1,18	N/D	Dégradation	27/27
Acores	PT20	+0,28	+0,30	+0,21	-0,07	Légère baisse	-
Madère	PT30	+0,19	+0,24	+0,38	+0,19	Amélioration	-
Canaries	ES70	-0,17	-0,22	-0,31	-0,14	Dégradation	-

Sources : Charron N., Lapuente V. & Bauhr M. (2024), QoG Working Paper Series 2024:2, Université de Göteborg ; 9e Rapport de cohésion (Commission européenne, 2024).

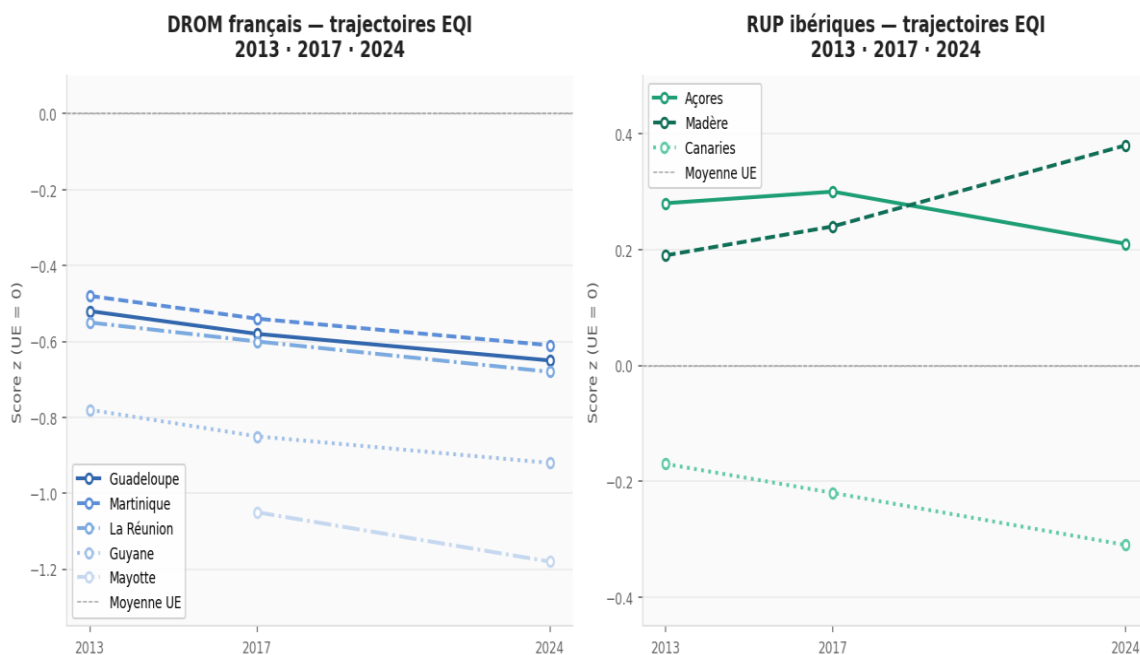
Tableau 5
EQI global 2013 / 2017 / 2024 et variation pour les 8 régions ultrapériphériques de l'UE.

Analyse graphique



Graphique 10 EQI global (score z, UE = 0) pour les 8 RUP aux vagues 2013, 2017 et 2024. Barres hachurées = 2013 ; barres semi-transparentes = 2017 ; barres pleines = 2024. Le trait pointillé horizontal marque la moyenne européenne.

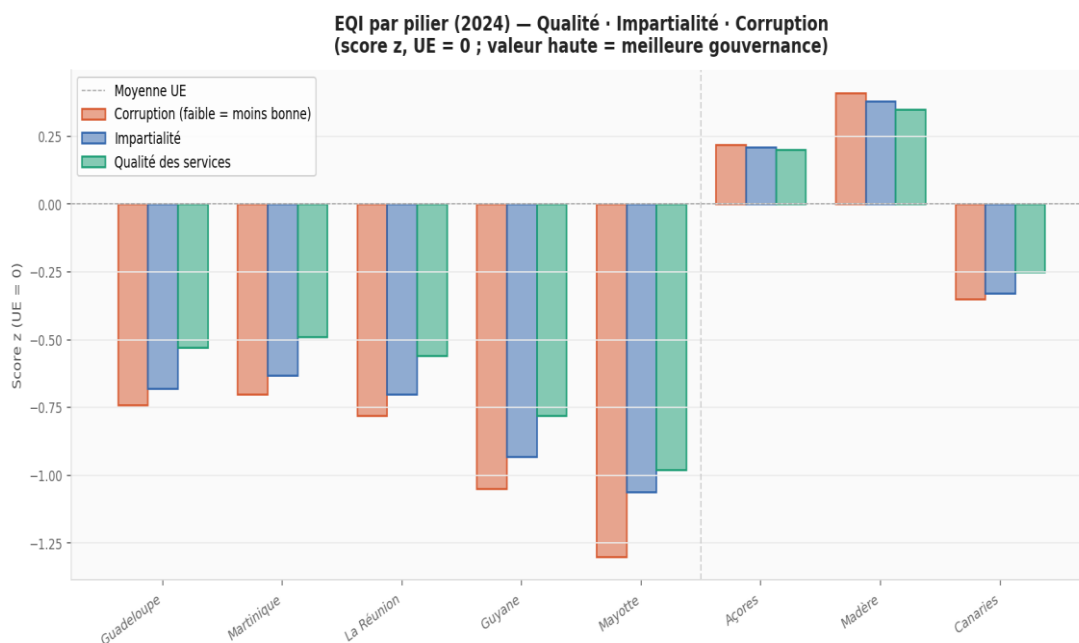
Les graphiques 10 et 11 révèlent la fracture persistante entre les deux groupes : tous les DROM demeurent en dessous de la moyenne européenne sur les trois vagues, tandis que Madère et les Acores restent au-dessus. La trajectoire négative de l'ensemble des DROM s'accélère légèrement sur la période 2017-2024, alors que Madère se distingue en étant la seule RUP en amélioration notable (+0,14 entre 2017 et 2024).



Graphique 11
Trajectoires EQI 2013-2024 par groupe : DROM français (gauche) et RUP ibériques (droite).
Chaque courbe représente une région ; l'axe y est le score z EQI.

Analyse par pilier : qualité, impartialité, corruption (2024)

Le graphique 12 ci-dessous permet de visualiser les dynamiques propres à chaque groupe. Côté DROM, les cinq courbes suivent une trajectoire parallèle à la baisse, signalant un déterminisme structurel commun plutôt qu'une divergence entre régions. La Martinique et la Guadeloupe restent les mieux classées, Guyane et Mayotte les plus en retrait. Du côté des RUP ibériques, les trajectoires divergent nettement : Madère progresse, les Açores se stabilisent puis reculent légèrement, les Canaries s'enfoncent dans les valeurs négatives. Ce résultat illustre que le statut de RUP ibérique n'est pas suffisant pour garantir la qualité de gouvernance.



Graphique 12
Décomposition par pilier EQI (Qualité des services ; Impartialité ; Corruption) pour les 8 RUP, vague 2024.
Scores z, UE = 0. Barres avec les couleurs oranges = Corruption ; bleues = Impartialité ; vertes = Qualité.

Région	Qualité (2024)	Impartialité (2024)	Corruption (2024)	Point fort	Point faible
Guadeloupe	-0,53	-0,68	-0,74	Qualité services	Corruption
Martinique	-0,49	-0,63	-0,70	Qualité services	Corruption
La Réunion	-0,56	-0,70	-0,78	Qualité services	Corruption
Guyane	-0,78	-0,93	-1,05	Qualité services	Corruption
Mayotte	-0,98	-1,06	-1,30	Qualité services	Corruption
Acores	+0,20	+0,21	+0,22	Équilibrée	Légère baisse récente
Madère	+0,35	+0,38	+0,41	Corruption	Meilleure progression
Canaries	-0,25	-0,33	-0,35	Qualité services	Corruption

Tableau 6

EQI par pilier 2024 pour les 8 RUP. Scores z standardisés (UE = 0).

Source : Charron, Lapuente & Bauhr (2024).

La décomposition par pilier (graphique 12 et Tableau 6) révèle une asymétrie analytiquement décisive : le pilier « corruption » est systématiquement le plus défavorable pour l'ensemble des DROM ; pour Mayotte, le score « corruption » atteint -1,30, soit près d'un écart-type et demi en dessous de la moyenne européenne.

Cette hiérarchie constante (Qualité > Impartialité > Corruption pour tous les DROM) suggère que **le problème n'est pas d'abord un problème de moyens : les services publics existent, financés par les transferts massifs de l'État et les fonds européens. Le déficit porte sur la qualité de l'exercice du pouvoir public, la perception d'inégalité de traitement et la corruption telle qu'elle est perçue.**

Ce profil correspond exactement à ce que North (1981) décrit comme **une « gouvernance rentière » : les ressources redistributives sont abondantes mais les institutions locales ne produisent pas les incitations nécessaires à la productivité.** Ennasr (2025) rappelle, d'après Hall et Jones (1999), que « *la productivité globale des facteurs est déterminée par la qualité des institutions* », non par le volume des inputs financiers. Le modèle RHOMOLO, qui aide les décideurs politiques à vérifier si les fonds publics limités sont utilisés de manière efficace au niveau régional, quantifie la conséquence : une amélioration de 5 % de l'EQI accroît l'impact des investissements de cohésion sur le PIB de 7 % à court terme³⁴.

Variation 2013-2024 : qui progresse, qui recule ?

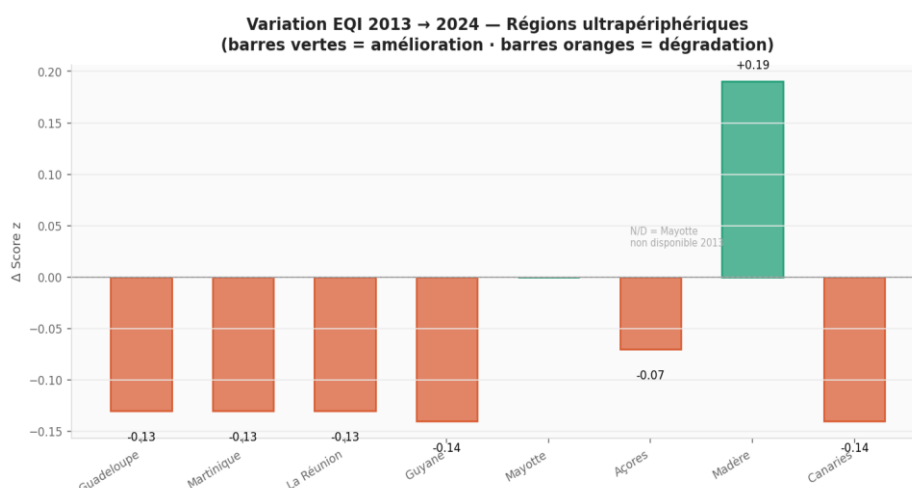
Le graphique 13 ci-dessous synthétise le bilan sur onze ans. Madère est la seule RUP en amélioration significative (+0,19 points), ce qui est notable dans un contexte européen où les régions les moins bien gouvernées ont tendance à la stabilité ou à la dégradation³⁵. Tous les DROM et les Canaries enregistrent une variation négative, de l'ordre de -0,13 à -0,14 points pour les DROM antillais et réunionnais³⁶.

La trajectoire de Madère mérite une attention particulière. Sa progression EQI est concomitante d'une convergence économique réelle : sa gouvernance locale s'est renforcée en même temps que son modèle de développement s'est diversifié vers le tourisme haut de gamme, les services financiers et l'attractivité des talents. Ce couplage confirme empiriquement le constat 1 de notre analyse : l'appartenance à l'UE garantit le bien-être par les transferts mais ne garantit pas la productivité qui dépend de la gouvernance.

³⁴ 9e Rapport de cohésion, 2024.

³⁵ Table 7.1 du 9e Rapport.

³⁶ Cette évolution n'a pas pu être mesurée pour Mayotte en l'absence de données pour 2013.



Graphique 13

Variation du score EQI entre 2013 et 2024 pour les 8 RUP (barres vertes = amélioration ; oranges = dégradation). Mayotte non incluse en 2013 (première mesure en 2017).

Interprétation différentielle par groupe de territoires

DROM français : le paradoxe de la gouvernance redistributive

Pour les cinq DROM, la combinaison d'un niveau de services publics relativement élevé, soutenu extérieurement, et d'une gouvernance locale perçue comme peu impartiale et marquée par une certaine corruption constitue un paradoxe caractéristique des économies transfert-dépendantes. Les ressources existent mais la confiance institutionnelle est faible. Les DROM occupent les rangs 24 à 27 parmi les 27 régions françaises en termes d'EQI — un résultat cohérent avec les taux de chômage les plus élevés de France (Mayotte 34 %, Réunion 19 %) malgré des niveaux de PIB par habitant qui sont eux-mêmes inférieurs à la moyenne métropolitaine mais supérieurs aux moyennes caribéennes ou africaines voisines.

Madère : la gouvernance comme levier de développement endogène

La progression de Madère sur l'EQI (+0,19 entre 2013 et 2024) accompagne une montée en gamme économique : diversification du tourisme, attractivité pour les entreprises et les télétravailleurs européens, amélioration de l'environnement des affaires. La gouvernance locale de meilleure qualité permet une utilisation plus efficiente des fonds structurels européens qu'illustre concrètement la corrélation EQI-impact cohésion quantifiée par le modèle RHOMOLO.

Canaries : détérioration institutionnelle et piège de développement

Le recul EQI des Canaries (de -0,17 en 2013 à -0,31 en 2024) accompagne et contribue à expliquer son décrochage économique relatif documenté dans la 2^{ème} partie de l'étude (de 97 % à 68 % de la moyenne UE en PIB/habitant). La Commission européenne identifie explicitement les Canaries comme une région en piège de développement (9^e Rapport de cohésion, 2024). La pression migratoire croissante, combinée à une mono-spécialisation touristique et à une gouvernance institutionnelle en détérioration, forme une spirale défavorable que les seuls transferts de cohésion ne peuvent interrompre.

Açores : fragilité de la position intermédiaire

Les Açores restent dans les valeurs positives de l'EQI mais leur léger recul entre 2017 (+0,30) et 2024 (+0,21) signale une fragilité. La région est citée dans le rapport technique EQI Round 5 (CE, 2025) comme un exemple de région politiquement significative dont l'autonomie institutionnelle est réelle, mais où les pressions liées à la dépendance touristique et aux défis démographiques pèsent sur la qualité perçue des services.

Conclusion

L'enjeu de cette étude était d'établir, à l'aide d'une analyse comparée sur plusieurs niveaux et catégorie d'indicateurs, une mise en perspective des dynamiques de développement de plusieurs ensembles insulaires ou petits états en développement.

A la lumière de ces premières expertises, un ensemble de constats émergent et permettent de dresser des perspectives pour les DROM prolongeant ainsi les travaux conduits dans un passé récent par l'AFD en 2023³⁷ tout en élargissant le spectre d'analyse aux domaines de la qualité de croissance. Ainsi, ce travail, en mobilisant l'analyse de l'indicateur de qualité de gouvernance EQI souligne que la qualité des institutions n'est pas un facteur résiduel du développement économique. Elle en est le soutien.

Ces constats sont au nombre de quatre :

Constat 1 : l'appartenance à l'UE, favorise le bien-être, pas forcément la productivité

L'intégration européenne est une machine à redistribution remarquablement efficace : elle produit des indicateurs d'espérance de vie, d'IDH et de couverture sociale parmi les meilleurs au monde pour des territoires qui n'en auraient pas les moyens productifs propres. Mais elle substitue le filet redistributif à la dynamique marchande, créant un développement durablement artificiel par rapport aux fondamentaux locaux.

Constat 2 : la souveraineté contraint mais discipline

L'absence de transferts automatiques force Maurice et Barbade à construire une coalition public-privé pour le développement, à maintenir une discipline macroéconomique et à diversifier leurs bases productives.

La contrainte budgétaire réelle crée des incitations à la transformation structurelle que les transferts non conditionnels détruisent. C'est la version économique du paradoxe de la ressource : l'abondance de ressources externes peut décourager l'effort de développement endogène. De même, on peut aussi retrouver une prégnance de la théorie de la recherche de rente³⁸. Ce n'est pas le montant de la rente qui pose un problème mais davantage les énergies déployées par les chercheurs de rente pour la capter ou la conserver alors que leurs talents auraient été plus utiles ou plus efficaces ailleurs.

Constat 3 : l'autonomie institutionnelle partielle peut avoir des bénéfices supérieurs à l'indépendance ou à l'absence d'autonomie

Les RUP ibériques, surtout Madère et les Açores, illustrent qu'une autonomie fiscale et législative substantielle, combinée à l'ancrage européen, produit de meilleures performances en matière d'emploi et de diversification.

La responsabilisation locale crée des incitations que les transferts non conditionnels détruisent, sans pour autant exposer les populations aux chocs brutaux que connaissent les États insulaires indépendants lors des crises.

Constat 4 : le cadre institutionnel de développement crée des irréversibilités puissantes

Les DROM ne peuvent pas dévaluer, ni établir une politique commerciale propre, ni attirer des investissements directs étrangers par une fiscalité très dérogatoire. Mais ils ne

³⁷ Cf. Savoye (2023a et 2023b)

³⁸ Cf. A.O. Krueger, 1974.

peuvent pas non plus renoncer à la protection sociale européenne sans déstabiliser l'ensemble de leur économie.

Cette dépendance de sentier institutionnelle explique pourquoi les trajectoires divergent durablement, même lorsque les niveaux de PIB par habitant sont comparables à court terme. Nous pouvons retrouver une conclusion similaire aux craintes associées à la constitution de zone monétaire lorsque les conditions ne sont pas optimales (cf. la célèbre analyse de R. Mundell, 1961). En figeant une partie des leviers utiles au renforcement de leur ouverture et de leur compétitivité dans leurs zones économiques respectives, les DROM conditionnent la réussite de leur développement social et humain à leur capacité à consolider la mobilisation de la solidarité nationale et européenne. Mais, comme l'énonce Savoye (2023), « ce modèle n'est pas sans poser des problèmes puisqu'il va de pair avec une dépendance croissante à l'égard de l'Hexagone », contrairement à l'objectif initial ou à celui affiché dans les discours invitant à une forme de développement endogène.

Perspectives

La décennie 2026-2035 posera des défis structurels communs aux trois groupes : **transition énergétique et climatique** (particulièrement aigüe pour des territoires insulaires exposés), **transition numérique, vieillissement démographique** (notamment prononcé en Martinique et Guadeloupe), et **tensions sur les modèles touristiques** face à une concurrence internationale accrue.

La question de fond demeure : peut-on concevoir, pour les DROM, un modèle institutionnel qui préserve la protection sociale européenne tout en créant des incitations plus fortes à la transformation productive ? L'exemple des RUP ibériques suggère que plus d'autonomie fiscale et législative, sans rupture avec l'ancrage européen, peut constituer une piste pour peu que chacun est pleinement conscience qu'au-delà du cadre institutionnel lui-même, ce qui reste déterminant, c'est la façon dont on le fait vivre. A l'évidence, pour les régions ultrapériphériques françaises, il y a encore un chemin à parcourir. C'est pourquoi, le débat institutionnel sur la gouvernance locale et sur l'avenir des régions ultrapériphériques, notamment dans le cadre des discussions autour du cadre financier pluriannuel post-2027, est à cet égard décisif.

Les trois niveaux d'analyse convergent vers une même conclusion opérationnelle : la politique de cohésion européenne, aussi généreux que soient ses transferts financiers, ne peut substituer la qualité institutionnelle de la gouvernance locale. Pour les régions ultrapériphériques, l'enjeu stratégique de la prochaine décennie n'est pas d'augmenter les montants transférés, mais de renforcer la capacité des institutions locales à convertir ces ressources en développement productif endogène.

Dans ce cadre, l'analyse EQI sur trois vagues confirme et enrichit les quatre propositions analytiques de l'étude. **La qualité institutionnelle de la gouvernance locale n'est pas un résiduel du développement économique : elle en est un soutien.** La divergence entre Madère (amélioration EQI + convergence économique) et les Canaries (détérioration EQI + décrochage économique), au sein du même statut institutionnel RUP, constitue une expérience naturelle particulièrement probante. **Pour les DROM, le déficit de gouvernance locale, plus que la dimension qualité des services, plafonne le rendement des investissements publics et explique en partie pourquoi des niveaux élevés de transferts ne se traduisent pas en croissance productive durable.**

C'est donc surtout toute l'évolution de la qualité de la gouvernance qui est mise en avant et qui ne peut être ignorée. Et si on reprend la définition de la Banque Mondiale (2002), le deuxième axe : la capacité et l'efficacité des autorités publiques à ériger, conduire et mettre en œuvre des politiques publiques en adéquation avec les nouveaux défis. Comme l'avance

Savoie (2023b) cela peut soulever la question du dogme de la convergence économique des Outre-mer vers l'Hexagone. En outre, cette refondation de la qualité de la gouvernance amène à dépasser toute lecture basée sur la seule dimension institutionnelle qui reliait les DROM à l'ensemble national. La priorité semble ailleurs. Dans un monde marqué par l'hyper vitesse, par le défi de la consolidation des contextes budgétaires nationaux, il s'avère davantage judicieux d'appréhender l'évolution de la qualité de la gouvernance à travers trois domaines : premièrement, prioriser le temps long, la gouvernance stratégique, la capacité à mobiliser les leviers de productivité et de croissance futurs ; deuxièmement, lutter contre les atteintes à la probité et les déviations organisationnelles ; troisièmement, construire un modèle économique invitant à réduire la tentation de la recherche de rentes et à inciter les acteurs à saisir les opportunités pour rayonner au-delà de leurs territoires. Pour les DROM, le déficit de gouvernance locale, plus que la dimension qualité des services, plafonne le rendement des investissements publics et explique en partie pourquoi des niveaux élevés de transferts ne se traduisent pas en croissance productive durable.

Au total, il serait tentant de vouloir prendre comme modèle telle autre RUP ou tel État insulaire en développement³⁹ car l'histoire et la géographie comptent ; de plus, comparaison ne signifie pas toujours raison et tout ne peut être réduit à la seule variable du statut qui ne peut constituer l'alpha et l'oméga d'un projet de développement. Néanmoins, il n'en demeure pas moins que la question des règles régissant les moteurs économiques des DROM et les objectifs associés au cadre de la départementalisation, tels que pensés depuis 1946, mériteraient d'être questionnés. Il y va de la soutenabilité du processus de convergence, de la résilience de la prospérité et la réduction des tensions permettant de faire face aux grands déséquilibres d'ici au milieu du siècle.

³⁹ Pour La Réunion, la tentation de la comparaison à l'île voisine, l'île Maurice, est une tentation habituelle. Mais, bien qu'offrant des pistes à ne pas omettre sur bien des domaines (agilité, ouverture, etc.), elle doit être conduite avec prudence et perspective car nombreuses sont les fragilités mauriciennes qui demeurent (corruption, dotation en facteurs comme le capital humain). De même, la divergence entre Madère (amélioration EQI + convergence économique) et Les Canaries (déterioration EQI + décrochage économique), au sein du même statut institutionnel RUP, peut constituer une autre expérience éclairante.

Références bibliographiques :

- Acemoglu, D. & Robinson, J., 2012, *Why Nations Fail*. CrownBusiness.
- Arbia, G, Battisti, M, Di Vaio, G., 2010, *Institutions and geography: Empirical test of spatial growth models for European regions*, *Economic Modelling*, Volume 27 (1), 12-21.
- Abreu, M., De Groot, H. L., Florax, R. J. 2005, A meta-analysis of β -convergence: The legendary 2%.
- Artelaris, P., Mavrommatis, G., 2020, Territorial cohesion as a policy narrative: From economic competitiveness to 'smart'growth and beyond. *Social Inclusion*, 8(4), 208-217.
- Bakucs, Z, Fertő, I, Varga, I, Benedek, Z., 2018 Impact of European Union development subsidies on Hungarian regions, *European Planning Studies*, 26:6, 1121-1136.
- Balland, P. A., Boschma, R., Crespo, J., & Rigby, D. L., 2019, Smart specialization policy in the European Union: relatedness, knowledge complexity and regional diversification. *Regional studies*, 53(9), 1252-1268.
- Barbero, J. et al. (2023). Quality of government and Cohesion Policy impact (RHOMOLO model estimates). DG REGIO Research Paper. European Commission.
- Barro, R., 1991, Economic Growth in a Cross-Section of Countries, *Quarterly Journal of Economics*, 106, 407-43.
- Barro, R.J., Sala-i-Martin, X., 1991. Convergence across states and regions. *Brookings Papers on Economic Activity* 1, 107-182.
- Barro, R. and X. Sala-i-Martin 1992, 'Convergence', *Journal of Political Economy*, 100, 223-251.
- Barro, R.J., Sala-i-Martin, X., 1995. *Economic Growth*. McGraw-Hill, New York.
- Baumont, C., Ertur, C., & Le Gallo, J., 2006, Clubs de convergence et effets de débordements géographiques : une analyse spatiale sur données régionales européennes, 1980-1995. *Economie prevision*, (2), 111-134.
- Baumont, C., Ertur, C., Le Gallo, J., 2006. The European regional convergence process, 1980-1995: do spatial dependence and spatial heterogeneity matter? *International Regional Science Review* 29, 2-34.
- Beine, M. et Jean-Pierre, P., 2000, L'apport des tests de racine unitaire à l'identification des clubs de convergence, in *Croissance et convergence économiques des Régions : Théorie, Faits et Déterminants*, in Beine et Docquier (eds).
- Benner, M., 2020, Six additional questions about smart specialization: Implications for regional innovation policy 4.0. *European Planning Studies*, 28(8), 1667-1684.
- Bernard, A.B., Durlauf, S.N., 1995, Convergence of international output, *Journal of Applied Econometrics*, 10, 97-108.
- Bouayad-Agha, S., Turpin, N., & Védrine, L., 2013, Fostering the development of European regions: A spatial dynamic panel data analysis of the impact of cohesion policy. *Regional studies*, 47(9), 1573-1593.
- Bourdin, S., 2013, Une mesure spatiale locale de la sigma-convergence pour évaluer les disparités régionales dans l'union européenne. *Région et Développement*, (37), 1-18.
- Bourdin, S., 2018, Analyse spatiale de l'efficacité des Fonds structurels européens sur la croissance régionale. *Revue d'Economie Régionale Urbaine*, (2), 243-270.
- Bourdin, S., 2019, Does the cohesion policy have the same influence on growth everywhere? A geographically weighted regression approach in Central and Eastern Europe. *Economic Geography*, 95(3), 256-287.
- Bourdin, S., 2019, Trappes de développement et influence de la politique de cohésion de l'Union européenne : Une exploration géospatiale. *Belgeo. Revue belge de géographie*, (2).
- Bourdin, S., 2020, Concevoir autrement la politique de cohésion de l'Union européenne : la spécialisation intelligente comme approche davantage territorialisée ? *Economie et institutions*, (28).
- Bourdin, S., Torre, A., 2018, Les financements européens de développement régional : l'Union européenne en quête de cohésion. *Revue d'économie financière*, 132(4), 39-57.
- Bourdin, S., Lefèvre, O., & Saint, F. 2020, La spécialisation intelligente, une stratégie réellement pensée pour toutes les régions de l'UE ? *Géocarrefour*, 94(94/3).
- Bourdin, S., Jean-Pierre, P., & Rossignol, N. 2022, Policy Brief : Les régions ultrapériphériques face aux conséquences du COVID. EGTC ESPON, Luxembourg.
- Bourdin, S., Hermet, F., Jean-Pierre, P., 2024, « Les régions ultrapériphériques de l'Union européenne sont-elles toujours en retard de développement ? », *Revue Économique*, 75(3), pp. 1-21.
- Brakman, S, Garretsen, H, & Marrewijk, C., 2015, Regional resilience across Europe: on urbanisation and the initial impact of the Great Recession, *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, Volume 8, Issue 2, 225-240,
- Calderon, C.A., Servén, L., 2004, *The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution*
- Capello, R., and Kroll, H., 2016. From theory to practice in smart specialization strategy: emerging limits and possible future trajectories. *European planning studies*, 24(8), 1393-1406.
- Chaperon, S., Bramwell, B., 2013, Dependency and Agency in Tourism Development, *Annals of Tourism Research*, 40, 132-154.

Charron N., Lapuente V. & Bauhr M., 2024, *The Geography of Quality of Government in Europe. Subnational variations in the 2024 European Quality of Government Index and Comparisons with Previous Rounds*. QoG Working Paper Series 2024:2. Departement de Science Politique, Universite de Goteborg. ISSN: 1653-8919.

Charron N., Lapuente V. & Bauhr M., 2022, *Change and Continuity in Quality of Government: Trends in subnational quality of government in EU member states*. *Investigaciones Regionales — Journal of Regional Research*, 2022(53), 5-23. DOI: 10.38191/iirr-jorr.22.008.

Charron N., Lapuente V. & Annoni P., 2019, *Measuring Quality of Government in EU Regions Across Space and Time*. *Papers in Regional Science*. DOI: 10.1111/pirs.12437.

Commission européenne, 2022, *La stratégie renouvelée de la Commission pour les régions ultrapériphériques de l'UE donne la priorité aux citoyens et libère leur potentiel*, Bruxelles.

Commission européenne, 2024, *Neuvième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne. doi: 10.2776/264833.

Commission européenne, 2025, *Measuring the Quality of Government at the Sub-National Level — EQI Round 5*. Rapport technique, DG REGIO. ISBN 978-92-68-30483-9. doi: 10.2776/3797160.

Croissant, Y., and Jean-Pierre, P., 2002, *Do Development Aid Programs Foster Economic Growth?*, in *Recherches Economiques de Louvain*, 68 (3). 335-358.

Dall'erba, S., 2005, *Distribution of regional income and regional funds in Europe 1989–1999: An exploratory spatial data analysis*. *Ann Reg Sci* 39, 121–148.

Dall'Erba, S., Le Gallo, J., 2008. *Regional convergence and the impact of European structural funds over 1989–1999: A spatial econometric analysis*. *Papers in Regional Science*, 87(2), 219-244.

Di Caro, P., Fratesi, U., 2022, *One policy, different effects: Estimating the region-specific impacts of EU cohesion policy*. *Journal of Regional Science*, 62, 307– 330.

Diemer, A., Iammarino, S., Rodriguez-Pose, A., Storper, M., 2022, *The regional development trap in Europe* (No. 2209). Utrecht University, Department of Human Geography and Spatial Planning, Group Economic Geography.

Duranton, G, Puga, D., 2014, *The Growth of Cities*, *Handbook of Economic Growth*, in: P. Aghion & S. Durlauf (ed.), *Handbook of Economic Growth*, edition 1, volume 2, chapter 5, pages 781-853, Elsevier.

Duro, J.A., Perez-Laborda, A.Turion, J. Fernandez, M., 2021, *Covid-19 and Tourism Vulnerability*, *Tourism Management Perspectives*, 38(2).

Ennasr, A., 2025, *Gouvernance, institutions et dynamique de la croissance : une synthèse théorique et empirique*, *Revue Française d'Economie et de Gestion*, Volume 6, Numéro 7, pp. 574-596.

Evans, P., Karras, G., 1996, *Convergence revised*, *Journal of Monetary Economics*, 37, 249-265.

Foglia, F., 2022, *Is smart specialisation monopolising the research on the EU cohesion policy? Evidence from a bibliometric analysis*. *Scientometrics*, 1-21.

Foray, D., and Rainoldi, A., 2013, *Smart Specialisation programmes and implementation*. S3 Policy Brief Series, (2).

Frankel J., 2012, *Mauritius: African Success Story*, Harvard Kennedy School MRCBG WP 2012/06.

Gagliardi, L., and Percoco, M., 2017, *The impact of European Cohesion Policy in urban and rural regions*. *Regional Studies*, 51(6), 857-868.

Gianelle, C., Guzzo, F., Barbero, J., & Salotti, S., 2023, *The governance of regional innovation policy and smart specialisation*. Publications Office of the European Union.

Hall, R. Hall, E. and Jones, C.I., 1999, *Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker than Others? The Quarterly Journal of Economics* 114:1, 83–116.

Hassink, R., and Gong, H., 2019, *Six critical questions about smart specialization*. *European Planning Studies*, 27(10), 2049-2065.

Jean-Pierre, P., 1997. *Sélection et tests de seuils de convergence*, *Revue Économique*, Programme National Persée, vol. 48(3), pages 429-440.

Jean-Pierre, P., 1999, *Diversité des dynamiques de convergences réelles des régions européennes*, Thèse de doctorat, Université de Paris I.

Jean-Pierre, P., 2007, *Transferts et déséquilibres macro-économiques des économies ultramarines*, Document de Travail de l'AFD.

Krueger, A.O. 1974, *The Political Economy of the Rent-Seeking Society*, *American Economic Review*, 64(3), p. 291-303.

Levin, A., Lin, C.F., & Chu, J., 2002, *Unit root test in panel data: asymptotic and finite sample properties*, *Journal of Econometrics*, 108.

Marques, P., Morgan, K. 2018, *The heroic assumptions of smart specialization: A sympathetic critique of regional innovation policy*. In *New avenues for regional innovation systems-theoretical advances, empirical cases and policy lessons* (pp. 275-293). Springer, Cham.

Mohl, P., 2016, *Econometric evaluation of EU Cohesion Policy: a survey*. In *Empirical evidence on the macroeconomic effects of EU cohesion policy* (pp. 7-35). Springer Gabler, Wiesbaden.

Nexa, 2022, *Forward study on innovation on European Outermost Regions*, dir. By P. Holstein.

North., D.C., 1981, *Structure and Change in Economic History*. *Politic and Society*, 11(4).

Pesaran, H., 2005, *A simple panel unit root test in the presence of cross section dependence*, Cambridge Working Papers in Economics.

Poirine, B., 1993, *Le développement par la rente dans les petites économies insulaires*. *Revue Economique*, Presses de Sciences Po, 44 (6), pp.1169-1199.

Ramajo, J., Marquez, M. A., Hewings, G. J., Salinas, M., 2008, *Spatial heterogeneity and interregional spillovers in the European Union: Do cohesion policies encourage convergence across regions?* *European Economic Review*, 52(3), 551-567.

Rodríguez-Pose, A., 2018, *The revenge of the places that don't matter (and what to do about it)*, *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 11(1), 189-209.

Rodríguez-Pose, A., & Garcilazo, E., 2015, *Quality of government and the returns of investment: Examining the impact of cohesion expenditure in European regions*. *Regional Studies*, 49(8), 1274-1290

Sala-i-Martin, X., 1990, *On growth and states*, PhD dissertation, Harvard University, Cambridge, MA.

Sala-i-Martin, X., 1996, *'Regional cohesion: evidence and theories of regional growth and convergence'*, *European Economic Review*, 40, 6, 1325-52.

Savoye, B., 2023a, *La convergence économique au prix de déséquilibre croissants*, *Trajectoires économiques compares des DOM, des régions e l'hexagone et des autres RUP*, Papier de recherche, Editions AFD, Août.

Savoye, B., 2023b, *Faut-il repenser les objectifs de la convergence économiques des Outre-Mer avec l'Hexagone?* QDD, Editions AFD, Octobre.

Subramanian A. & Roy D., 2001, *Who Can Explain the Mauritian Miracle ?*, IMF WP/01/116.

Vedrine, L., Le Gallo, J., 2021, *Does EU Cohesion Policy affect territorial inequalities and regional development?* In *EU Cohesion Policy and spatial governance*. Edward Elgar Publishing.